

50¢

À votre service
Denis Marcoux (gérant)
Philippe W. Lavack Yvon Tétreault
SALON MORTUAIRE
Lesjardins
357, RUE DES MEURONS Tél. 233-4949

ASSURANCES

AUTOPAK

D'ESCHAMBAULT

136, BOULEVARD PROVENCHER

GILBERT D'ESCHAMBAULT

Tél.: 237-4816

Volume 76 n° 20 Saint-Boniface, du 11 au 17 août 1989

La Caisse de Sainte-Anne va souffler 50 bougies



Le catalyseur de la caisse: Annie Desautels.

Les Saint-Annois ont été parmi les premiers à fonder une caisse populaire voilà 50 ans. Pour souligner les célébrations du 13 août, La Liberté vous propose une section spéciale pleine d'histoire en pages 13, 14 et 15.

De la Cour à la Chambre des communes

La Cour suprême n'a pas pris de temps pour remettre le dossier controversé de l'avortement entre les mains des femmes et des hommes politiques. Le débat juridique: suite et fin avec Me Daniel Mathieu. Voir page 3 et l'éditorial en page 4.

Le circuit Saint-Norbert

La Maison Bohémier, les ruines du monastère, la Chapelle du Bon-Secours, la croix de la Barrière: voilà 4 de bien des raisons pour se lancer dans le circuit historico-touristique de Saint-Norbert. Page 8.

Marins d'eau douce

10 000 Manitobains possèdent un bateau à voile. Rencontre avec l'un d'entre eux: Franck Pellerin. Page 11.

Citation de la semaine :

«J'aime le silence, le bruit des vagues et du vent.»

Franck Pellerin n'est pas un poète mais un amateur de voile qui sait bien parler de son sport préféré. Page 11.

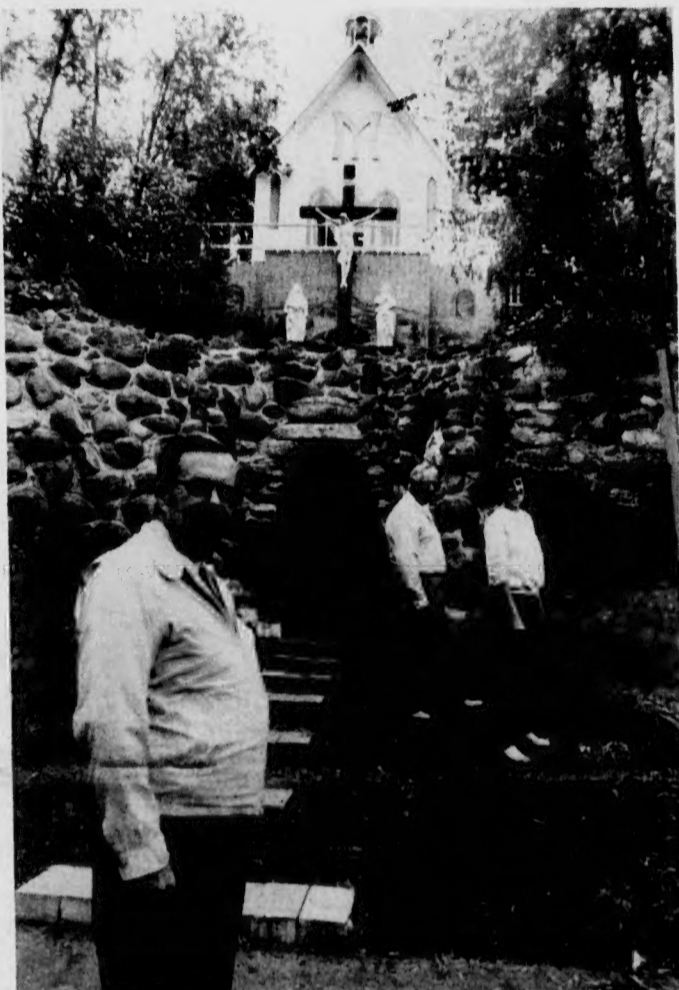


photo: Lucien Chaput

Sur le chemin de la grotte

Chaque année, des fidèles du diocèse vont en pèlerinage à la grotte de Saint-Malo pour entretenir une forte tradition de foi. Page 12.

Quelles constructions pour les bords de la Rouge à Saint-Boniface Nord?

L'Affaire «Rive-Gauche»

Deux décisions, l'une de la Cour suprême du Canada, l'autre du conseil municipal de Winnipeg, ont relancé depuis la semaine dernière ce que l'on peut désormais appeler «l'affaire Rive Gauche».

En votant, mercredi 2 août, l'arrêté de rezonage des terrains du nord de Saint-Boniface, les conseillers municipaux de Winnipeg ont ouvert la voie à l'avocat Alain Hogue pour la construction de deux tours de 7 étages entre la voie ferrée et les rives de la rivière Rouge.

En décidant, jeudi 3 août, d'entendre la requête de l'Association des résidents du vieux Saint-Boniface, la Cour suprême du Canada semble légitimer le long combat des résidents contre le projet «Rive Gauche», et entreprend de mieux définir le rôle d'un élu municipal.

Ph.D.

Les réactions des protagonistes en page 5.

Folkloréalité !



Le folklore retrouve ses droits depuis une semaine.

Dépêchez-vous pour embarquer dans le tour de Winnipeg en 44 mondes.

Nous sommes près de 700 000 à vouloir être du voyage. Du tout bon pour le Manitoba.

Lire page 7.

Kerrie Ferland, Brigitte Desrochers et tous les volontaires du Pavillon canadien-français ont beaucoup de monde à recevoir pour le spectacle des Danseurs de la Rivière Rouge.

L' Etude SIMKIN, GALLAGHER

a le plaisir d'annoncer que
Paul R. McKenna, B.A., LL.B.

est associé au bureau et
exercera dans ses domaines préférés du
Droit du travail et du Litige civil

Bureau principal 6^e étage
Imperial Broadway Tower
363 Broadway
Winnipeg, Manitoba R3C 1L2
TELEPHONE (204) 944-0121

Bureau à l'Université du Manitoba
116 University Centre
University Of Manitoba
Winnipeg, Manitoba
R3T 2N2
TELECOPIER (204) 957-1749
TELEX 075-7770

ALEX E. CANTOR Q.C. (1996-1999)	ROY A. GALLAGHER Q.C. (1923-1979)	SHELDON F. KOHN (1945-1983)
ABRAHAM L. SIMKIN, Q.C.	ALLAN P. CANTOR, Q.C.	NORMAN S. GOLTSMAN
ROBERT B. GOODWIN	DAVID MARGOLIS	MORTON L. ROSENBERG
ALVIN R. MCGREGOR, Q.C.	PHILIP M. SHEPS	JOEL J. DUDECK
ALMER N. JACKSTEIT	BERNARD C. M. SIMKIN	DONALD A. PRIMEAU
CY M. FIEN	MARSHALL S. POLLOCK	SANDRA C. GORDON
JANICE Y. LEDERMAN	DAVID R. JAMES	MARTIN S. MINUK
CELIA E. GORLICK	RHYS W. LANGEN-JONES	BRUCE A. WARNOCK
KAYE E. DUNLOP	JENETTE R. GOODMAN	ELLEN GORDON
RICHARD M. SWYSTUN	DAVID W. CHOMIAK	SUSAN D. BILLINKOFF
ELEANOR L. ANDRES	DAVID L. LEWIS	PAUL R. MCKENNA

• aussi du Barreau de l'Ontario

The Forks La Fourche NATIONAL HISTORIC SITE LIEU HISTORIQUE NATIONAL



PROGRAMMES D'ÉTÉ 1989

Cet été, le Service canadien des parcs célèbre l'histoire de La Fourche, «lieu de rendez-vous» depuis plus de 6000 ans. Venez vous joindre à nous pour explorer les origines de l'Ouest canadien.

TOUS LES JOURS

- Tours guidées à pied de 16h30 à 17h15
- Fouilles archéologiques publiques de 10h00 à 18h00

À L'INTENTION DES ENFANTS

- Tous les mardis, mercredis et jeudis de 10h30 à 11h00
Doc Leonard's Road Apple Review
présentera une musique de plaisir
pour enfants de tout âge
- Tous les vendredis de 10h30 à 11h30
Jeux historiques, artisanat et
contes pour enfants de 6 à 12 ans
(appelez-nous pour les détails)

MUSIQUE D'APRÈS-MIDI

- Du mardi au vendredi de 12h30 à 13h30
durant le mois d'août et de 14h00 à 15h00
Apportez votre goûter et voyez
Doc Leonard's Road Apple Review
et Musical Remedy Co.
Divertissement avec tournures
historiques

EN SOIRÉE À L'AMPHITHÉÂTRE

- Jeudi et samedi de 19h30 à 20h30
Musique, art dramatique et
événements spéciaux
(programmes variés - téléphonez
pour les détails)

ENTRÉE GRATUITE

Pour de plus amples renseignements, composez le 983-2007 ou le 983-2290

Canada



LA LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié
le vendredi par la
Société Presse-Ouest Limitée

Heures du bureau: 9h00 à 17h00 du
lundi au vendredi.

Toute correspondance doit être
adressée à La Liberté, Case postale
190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H
3B4. Les lettres à la rédaction seront
publiées à la demande du signataire.

Les bureaux sont situés au 383, bou-
levard Provencher. Téléphone: (204)
237-4823.

Nos annonceurs ont 5 jours pour nous
signaler toute erreur de notre part. La res-
ponsabilité du journal ne limitera au mon-
tant payé pour la partie de l'annonce qui
contient l'erreur.

L'abonnement annuel coûte 21,00\$
au Manitoba, 25\$ partout ailleurs au
Canada et 30\$ à l'étranger.

LA LIBERTÉ est imprimée sur les
presses de Derksen Printers.

Enregistré comme courrier de deuxième
classe. No 0477.

CAYOUCHE

PUISQUE NOUS SOMMES TOUS
DES PARTICULES
DE L'UNIVERS,
DEVERIONS-NOUS
COMMENCER À PENSER
QUE NOTRE PAYS,
C'EST LA TERRE
ET QUE NOTRE RACE
C'EST L'HUMANITÉ



Cayouche
La Liberté
-89

SOMMAIRE

ACTUEL



Alain Hogue, promoteur, en attente...
Page 5.

CULTUREL

SPORTS

SOCIÉTÉ

- **Avortement:** suite et fin au niveau juridique. Page 3.
- **Éditorial:** les politiciens et non les juges sont la conscience du Canada. Page 4.

- **Lettres:** les lecteurs partagent leurs opinions. Page 4.
- **Rive Gauche:** Saint-Boniface Nord en Cour suprême. Page 5.
- **Maison Bernier:** les discussions ont commencé. Page 6.
- **CKXL:** la dernière fin de semaine 1989 de la Radio communautaire. Page 6.
- **Folklorama:** un atout touristique. Page 7.

- **Patrimoine:** l'histoire vit à Saint-Norbert. Page 8.

- **La semaine de...** Guy Michaud. Page 8.
- **Télé:** les horaires de Radio-Canada. Page 9.
- **Les rendez-vous.** Page 9.

- **Franck Pellerin:** les forces de la voile. Page 11.

- **Pèlerinage:** une célébration de la foi à Saint-Malo. Page 12.

- **Spécial:** le 50^e de la Caisse populaire de Sainte-Anne. Pages 13, 14 et 15.
- **Emplois:** page 16 et 17.
- **Claude Blanchette,** prêtre. Page 18.
- **Les petites annonces.** Page 19.
- **Quiz.** Page 19.
- **Recettes.** Page 19.



La Trappe touristique à Saint-Norbert. Page 8.

photo: Bernard Bocquet

Le MANITOBA de A à Z

- **La Broquerie.** Page 17.
- **Saint-Boniface.** Pages 3 et 6.
- **Sainte-Geneviève.** Page 7.
- **Saint-Lazare.** Page 18.
- **Saint-Pierre-Jolys.** Pages 7 et 17.
- **Somerset.** Page 11.
- **Sud-Est.** Page 17.

ACTUEL

Au Manitoba

TV payante pour Fred Penner

CBC a vendu 66 épisodes de l'émission télévisée pour enfants «Fred Penner's Place», qui diffuse de Winnipeg, à une chaîne de télévision payante pour enfants aux États-Unis. L'émission pourrait attirer jusqu'à 45 millions d'auditeurs américains. Fred Penner, l'animateur de l'émission, a gagné en mars le prix Juno du meilleur disque pour enfants.

Ormes malades: 2 fois plus

La province souffre de la pire infestation du champignon parasite de l'orme depuis l'arrivée de la maladie au Manitoba en 1975. Environ 12 000 cas confirmés du parasite dans le sud du Manitoba ont été identifiés depuis mars: il s'agit d'une augmentation de 100% par rapport à l'année dernière.

Au Canada

Ottawa revent ses sous

6 500 Canadiens qui ont reçu un retour d'impôt cette année devront rendre au moins 1,6 million de dollars au gouvernement fédéral. Revenu Canada a constaté une erreur dans ses calculs et demande un remboursement. Les contribuables devront payer l'intérêt pour leur retard, bien qu'il s'agisse d'une faute du gouvernement.

Le Canada fait du blé au USA

Un représentant agricole du Dakota du Nord accuse la Commission canadienne du blé d'exploiter l'accord du libre-échange. L'exportation du blé durum canadien aux États-Unis a augmenté de façon considérable depuis trois ans. Le blé canadien représentait 1% du marché américain en 86; aujourd'hui, ce chiffre s'élève à 20%.

Et ailleurs

Lutte anti-sida: URSS demande la charité

Le Comité soviétique anti-sida vient d'établir un compte spécial pour recevoir des dons, afin d'acheter des seringues jetables des pays occidentaux. De telles entreprises de charité sont rares en U.R.S.S., puisque le gouvernement fédéral a comme mandat de satisfaire tous les besoins du peuple. Plus de la moitié des cas de sida de ce pays sont causés par le manque d'hygiène dans les hôpitaux et les seringues malpropres.

C.B.

L'affaire Chantal Daigle et l'évolution du droit

Les politiciens au pied du mur

En cassant l'injonction qui interdisait à Chantal Daigle d'avorter, la Cour suprême vient de rendre techniquement impossible ou vains les recours judiciaires contre l'avortement.

Pour mieux comprendre cette question controversée, nous avons fait appel à la compétence d'un juriste, Daniel Mathieu, directeur général de l'Institut Joseph-Dubuc. Nous débroussaillons ensemble l'aspect juridique de cette question.

Article 7

Par sa décision de janvier 1988 dans l'affaire Henry Morgentaler, la Cour suprême n'avait pas mis un terme au débat juridique. Elle l'avait au contraire relancé, ce qui n'a fait que renforcer les pressions pour amener les élus à une prise de position claire.

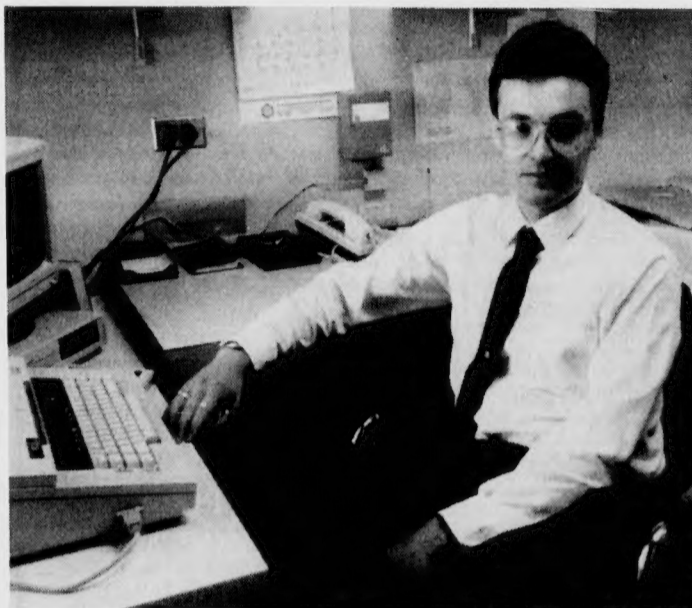
En supprimant l'article 251 du Code criminel qui faisait de l'avortement non thérapeutique un crime, la Cour s'est appuyée sur l'article 7 de la Charte canadienne

des droits de 1982. Ce faisant, elle a fait prévaloir les droits de la mère en qualifiant l'article 251 de trop restrictif par rapport à la protection des libertés individuelles.

La décision de la Cour a été interprétée par les partisans de Pro-Choix comme un nouvel état du droit autorisant l'avortement, et par les partisans de Pro-Vie comme un vide juridique à combler au plus tôt. Techniquement, on peut constater une absence de loi précise sur l'avortement, ce qui confine au flou juridique. Mais ce flou ne date pas de janvier 1988.

Avant cette date, l'article 251 ne prévalait pas dans tous les cas. Selon les juges et les provinces, la pratique de l'avortement était plus ou moins tolérée.

Les provinces du Québec et de la Colombie-Britannique se montraient relativement souples dans l'application du code criminel, tandis que le Nouveau-Brunswick renforçait son application par un texte plus restrictif. Au Manitoba, l'avortement pouvait être interdit comme à l'Hôpital de Saint-Boniface, ou toléré comme



Daniel Mathieu de l'Institut Dubuc : «Le gouvernement peut légiférer dans un sens ou dans un autre sans enfreindre la Charte des droits.»

au Health Sciences Centre.

Pourquoi la première décision de la Cour suprême n'a-t-elle pas fait jurisprudence ? Comme dans chacune de ses décisions, la Cour suprême ne s'est attachée dans l'affaire Morgentaler qu'à une seule question juridique : la validité de l'article 251. Son invalidation n'a pas rendu caducs les recours en justice car la Charte des droits, toujours par son article 7, ouvre la voie aux demandes d'injonction venant des pères.

Le flou juridique a perduré car partisans et adversaires de l'avortement invoquent le même article 7 de la Charte des droits pour défendre d'un côté le droit au choix pour la mère, et de l'autre les droits du fœtus.

La fin des injonctions

Jusqu'à présent, la jurisprudence établissait la personnalité juridique comme prenant corps à partir de la naissance. Les militants anti-avortement tentent aujourd'hui de faire prévaloir les droits du fœtus en demandant aux juges des injonctions pour obliger la mère à mettre au monde son enfant même si elle ne le souhaite pas.

Certains tribunaux supérieurs (l'équivalent de la Cour du Banc de la reine du Manitoba) ont accordé des injonctions. Seule, la Cour d'appel du Québec les a suivis, ce qui a poussé Chantal Daigle à aller jusqu'en Cour suprême.

Dans la continuité de sa philosophie énoncée en janvier 1988, la Cour a annulé l'injonction contre Chantal Daigle. Cette décision rend techniquement impossible tout recours juridique contre l'avortement. Dans l'état présent du droit, l'avortement est tout à fait libre et ce, jusqu'au dernier jour de la gestation.

Cette totale liberté de l'avortement force le gouvernement fédéral à agir dans cette ques-

tion qui relève de sa compétence, comme le réaffirme la dernière décision de la Cour suprême.

Techniquement, le gouvernement peut légiférer dans un sens comme dans un autre. Il peut aussi bien autoriser totalement l'avortement ou l'interdire totalement (sauf avortement thérapeutique).

Pour interdire l'avortement, il lui faudrait repartir de zéro et faire une loi claire présentant une approche large, ce qui n'était pas le cas avec l'article 251. Le gouvernement fédéral a compétence pour élargir l'application d'un droit dans les limites d'une «société libre et démocratique», comme le stipule l'article 1er de la Charte des droits.

L'intervention du représentant du gouvernement dans l'affaire Chantal Daigle (supportant les droits de la mère) laisse présager que la future loi suivra les recommandations de la Commission de réforme du droit.

Le gouvernement pourrait retenir la notion de crime en matière d'avortement, mais en faisant valoir cette notion qu'à partir d'un certain nombre de mois de grossesse. Cette législation par étapes autoriserait l'avortement dans les premières semaines suivant la conception, comme c'est le cas dans la plupart des pays développés de l'Est comme de l'Ouest.

De juridique, le débat est devenu politique.

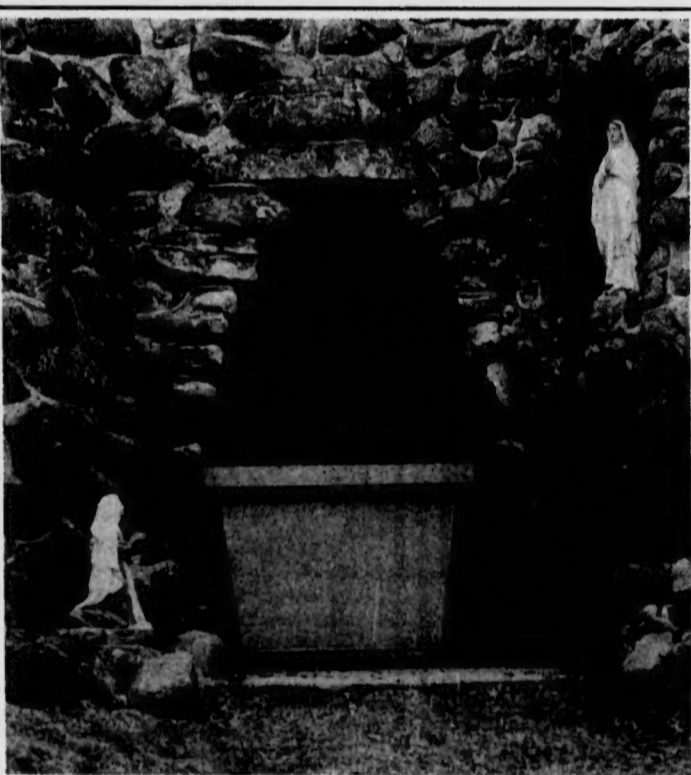
Philippe DESCAMPS

SAINT-BONIFACE

Journée des aînés

La Bibliothèque de Saint-Boniface organise le mercredi 16 août la journée des aînés en collaboration avec les commerçants du Centre-Ville. La journée des aînés est organisée chaque troisième mercredi du mois.

Pour plus de renseignements : Marie Lynne Bernard au 986-4334.



Pèlerinage diocésain annuel

à la Grotte de SAINT-MALO

le dimanche 13 août 1989

sous la présidence de Mgr Antoine Hacault archevêque de Saint-Boniface

10h45: messe solennelle

14h30.: heure sainte mariale

16h00.: messe

SACREMENT DE LA RÉCONCILIATION (CONFESSIONS) SUR LES LIEUX À PARTIR DE 10H

BIENVENUE À TOUS!

La conscience du Canada

Dans un sens, il n'est pas possible de discuter raisonnablement le sujet de l'avortement. Pour la simple et bonne raison que l'avortement est une question de croyance personnelle.

Soit on croit que la vie commence dès la conception, soit on croit qu'elle commence à la naissance. Et les tenants de l'une des croyances ne réussiront généralement pas à convaincre les tenants de l'autre croyance de changer d'avis.

La problématique, donc, se résume très simplement: laquelle des deux croyances deviendra la loi au Canada. La seule question légitime qui s'impose est qui tranchera: les députés fédéraux ou les juges de la Cour suprême du Canada? En deux mots: laquelle de ces deux institutions incarne la conscience du Canada?

Il ne fait aucun doute que dans la tradition parlementaire canadienne, la responsabilité de légiférer revient aux personnes élues. Le judiciaire est uniquement là pour assurer que les lois sont juridiquement correctes et respectées.

L'introduction d'une Charte des droits dans la Constitution canadienne était censée venir modifier cet équilibre des pouvoirs. Certaines personnes craignaient que les juges canadiens ne s'accaparent de certaines prérogatives réservées aux élus canadiens. Le Canada deviendrait comme les États-Unis. Les juges imposeraient leurs propres lois.

EDITORIAL

Pourtant les juges de la Cour suprême du Canada se sont efforcés, depuis 1983, lorsque la Charte est entrée en vigueur, d'indiquer qu'ils et elles n'avaient aucun intérêt à écrire les lois du pays. Chacun a sa place, et chacun à sa place!

Malheureusement, dans la question de l'avortement, le gouvernement fédéral, et son chef, le Premier ministre Brian Mulroney, ont pour l'instant presque abdiqué leurs responsabilités.

Il n'y a plus de loi sur l'avortement au Canada depuis janvier 1988. L'une des conséquences de cet état de fait, c'est qu'un tribunal dit une chose, l'autre dit le contraire.

Puisqu'il n'y a pas de loi sur laquelle fonder un jugement, le juge est essentiellement libre de décider en fonction de ses croyances personnelles. La décision du juge plaira à celles et ceux qui partagent ses croyances et non aux autres.

Il n'y a pas de doute que la solution au dilemme doit être trouvée par les hommes et les femmes politiques qui ont été élus pour gouverner le pays.

C'est là, et uniquement là, que les tenants de Pro-Vie et les tenants de Pro-Choix ont une voix légitime dans une société démocratique.

Lucien CHAPUT

LETTRES

Avis aux Gratton, Préfontaine, Toupin, Lemoine, Perron: Bernard Mulaire expose Olindo Gratton

M. le rédacteur,

J'aimerais informer vos lecteurs du fait qu'il se tiendra une exposition des œuvres du sculpteur québécois Olindo Gratton (1855-1941) à la Galerie d'art de l'Université du Québec à Montréal du 12 octobre au 19 novembre 1989.

Cet événement pourra intéresser certains de vos lecteurs, parents éloignés d'Olindo Gratton. Plusieurs frères et une sœur du sculpteur se sont installés au Manitoba durant les années 1880 (Jovite, Phyllis, Honorius, Adélinde). Leurs descendants comprennent tous les Gratton du Manitoba, des Préfontaine, des

Toupin, des Lemoine, des Perron, des Hébert, des Bérard (dont votre estimé caricaturiste), des Turenne, etc.

Quiconque parmi eux aimerait être invité au vernissage qui aura lieu à l'Université du Québec à Montréal le jeudi soir 12 octobre à 20h, est prié de me faire parvenir ses coordonnées avant la fin du mois d'août 1989. De nombreux Gratton de la région de Montréal et de celle d'Ottawa se promettent d'être au rendez-vous.

Intitulée Olindo Gratton (1855-1941): Religion et Sculpture, l'exposition rassemblera pour la première

fois 35 œuvres à caractère religieux que le sculpteur a réalisées entre 1877 et 1933, presque toutes en bois. Toutes les dimensions seront représentées, de la miniature jusqu'au colossal.

Les Éditions Fides de Montréal ont accepté de publier le catalogue qui comptera 192 pages et 105 photos.

Bernard Mulaire
Exposition Olindo Gratton
5293, rue Papineau
Montréal H2H 1W1
Tél.: (514) 524-0698
le 19 juillet 1989

Arrêtons de fragmenter le Canada

M. le rédacteur,

Les récents Jeux de la Francophonie au Maroc témoignent que la langue de Molière n'est certainement pas morte. Au contraire, elle se parle à travers le monde et ce, avec beaucoup de fierté. Ces jeux, symbole de solidarité parmi tous les francophones, démontrent le désir de travailler ensemble pour un monde meilleur.

Le Canada participe à ces jeux parce que, bien sûr, l'une de ses deux langues officielles est le français. Et précisons que cette langue officielle s'étend de la Colombie-Britannique jusqu'à Terre-Neuve. Pourquoi, alors, envoyer trois différentes délégations pour représenter un seul pays? (Canada - Québec, Canada - Nouveau-Brunswick et Canada).

Le message que les autres pays francophones reçoivent du Canada est alors un message de division. De plus, ils sont portés à croire que les francophones existent seulement à l'est du pays. Alors, ils ont l'impression que le Canada n'est pas vraiment un pays bilingue, mais plutôt unilingue français au Québec et unilingue anglais dans les autres provinces. Pour un pays qui se dit bilingue, ce n'est pas le message que nous devons envoyer.

Le bilinguisme officiel peut fonctionner et doit fonctionner. Il doit tout simplement y avoir de la tolérance envers la minorité et une volonté politique pour créer des services dans la langue de la minorité.

Mais ces délégations envoyées aux Jeux de la francophonie ne reflètent que la surface d'un problème plus vaste. Le problème s'enracine dans la composition même du pays. La majorité des francophones résident au Québec; et les anglophones, partout ailleurs. Et l'accord du Lac Meech veut accentuer cette division linguistique, qui s'enracine dans une division géographique, en donnant un statut spécial au Québec.

Je ne veux pas, dans cinquante ans, raconter à mes petits-enfants comment le Canada s'est divisé en deux pays. Il ne faut pas alors faire des gestes, tel que celui-ci aux Jeux de la Francophonie, qui témoignent d'une division au pays. Arrêtons de fragmenter le Canada. Sinon, les divisions seront permanentes.

Norbert Piché
Saint-Vital
le 31 juillet 1989

Lettre ouverte aux Mulroney

Sachant combien vous aimez et respectez la vie de vos enfants et celle de toute créature de Dieu, nous venons vous supplier en son Nom, au nom de ce beau titre de parents chrétiens, catholiques, de faire tout en votre pouvoir pour que soit votée une loi stricte condamnant l'avortement, car tout le monde sait (sans vouloir l'avouer) que le fœtus, à quelque stade que ce soit, est un être vivant doué d'une âme à l'image de Dieu!

Et cet être a priorité sur la mère qui doit, si nécessaire, donner sa vie pour son enfant. Hélas! C'est le «Massacre des Saints Innocents» qui se renouvelle chaque jour dans ce beau pays que Dieu nous a donné gratuitement.

Cependant, malgré cette gratuité du Seigneur, c'est messire Satan qui «gouverne» notre monde: en dépouillant la femme de son plus

noble attribut - le sens de la maternité - l'Amour disparaît de notre société et seul demeure l'égoïsme qui veut tout accaparer pour soi, confort personnel et toutes les jouissances, fût-ce au détriment de tous, même de ses proches.

Que peut devenir ce monde sans entrailles qui protège les criminels notoires et qui tue les plus faibles de ses sujets? Soyez assurés, Madame et M. le Premier Ministre, que vous aurez l'appui de tous les vrais chrétiens si vous faites respecter la loi de Dieu: «Tu ne tueras point!» Surtout, vous aurez la bénédiction du Très-Haut et la joie du devoir accompli - quoi qu'il advienne!

Pour la gloire du Très-Haut et pour l'honneur de la Patrie canadienne, nous comptons sur vous, avec l'expression de nos sentiments dévoués.

Napoléon et Germaine M. Boily
Saint-Boniface
le 7 août 1989

P.S. Plus de 200 signatures ont été recueillies en quelques heures.

Pas à l'abri des coupures à Radio-Canada

Je ne voudrais pas trop déranger les Franco-Manitobains qui profitent de cette période de vacances. Dans moins d'un mois cependant, ce sera la rentrée. Dans le domaine de la radio et télévision françaises, cette rentrée nous réserve probablement des surprises désagréables.

Si le gouvernement fédéral donne suite aux propositions du ministre des Finances Wilson, la Société Radio-Canada, et plus particulièrement la programmation régionale seront méconnaissables. À moyen terme, les compressions budgétaires proposées pourraient amener la Société à fermer des stations régionales.

Nous du Manitoba, nous ne sommes pas à l'abri de ces propositions de coupures. L'automne pourrait être, au niveau des revendications, aussi chaud que juillet. Il n'est pas trop tôt, à mon avis, pour que nos fortes paroles commencent à mobiliser ceux parmi les Franco-Manitobains qui tiennent à conserver, dans sa forme actuelle tout au moins, la programmation française de la radio et de la télévision de Radio-Canada.

Maurice Gauthier
Saint-Boniface (Manitoba)
le 4 août 1989



312, rue Des Meurons
Winnipeg (Manitoba) R2H 2N5
233-7677 233-7607

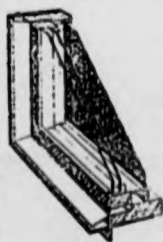
Richard Moquin

Solde «fini-la-peinture»

Fenêtres en bois parées de chez Indal

Profitez du rendement énergétique et de la protection des fenêtres en bois Regent 88 d'Indal avec parement blanc ou brun

Indal Building Products
Les spécialistes des fenêtres



Informez-vous au sujet des cales d'espacement isolées de chez Indal

48% de réduction sur les prix de catalogue sur toutes les commandes passées entre le 14 et le 19 août.

LETTRES À LA LIBERTÉ

La Liberté publie toutes les lettres qui lui sont adressées à condition que leur contenu ne soit pas diffamatoire et qu'elles soient signées.

Albert et Fabiana
Clairmont

Félicitations
Papa et Maman

à l'occasion de votre

50^e anniversaire de mariage



Albert and Fabiana

Une journée portes ouvertes aura lieu le dimanche 13 août 1989 de 13 h à 16 h en la salle paroissiale de l'église Saint-Vital au 1629, chemin Pembina, derrière l'église.

Votre présence sera votre cadeau.

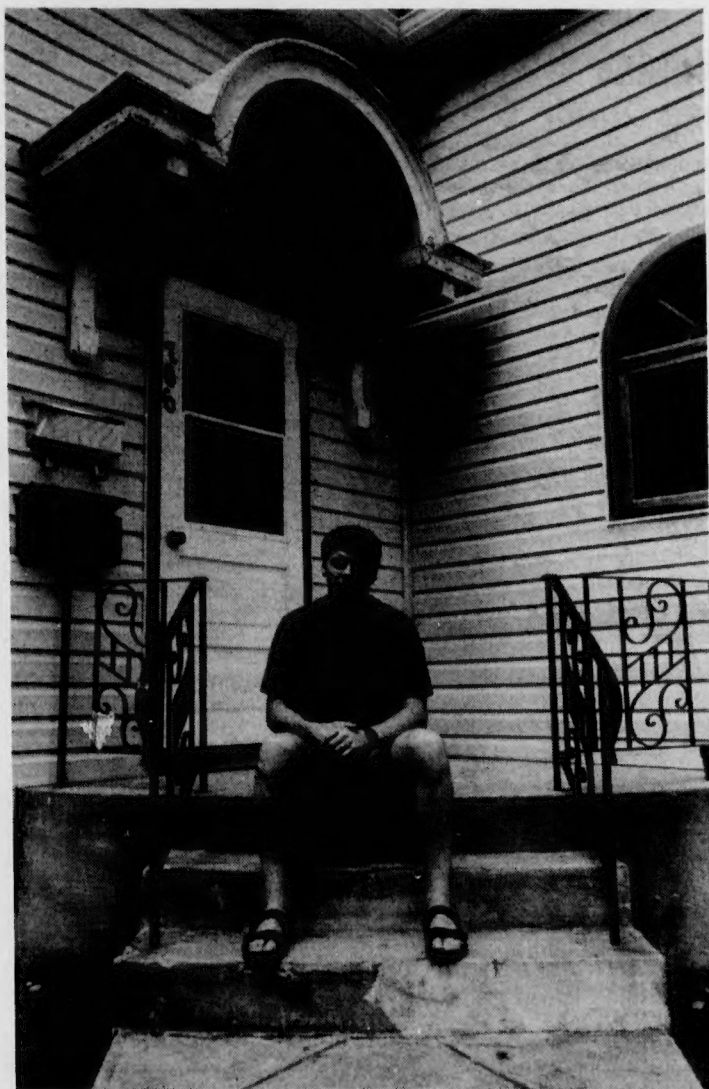


photo: Philippe Descamps

Greg Selinger : «Avec une audience publique impartiale, nous aurions eu une chance de faire triompher notre point de vue pour le patrimoine.»

Un dossier préparé
par Philippe DESCAMPS

Les Chevaliers de Colomb dubitatifs

Accueil 2: Retard?

Promoteurs d'un projet immobilier entre l'avenue Taché et la rivière Rouge (au sud de la voie ferrée), les Chevaliers de Colomb suivent de très près l'affaire «Rive Gauche».

Comme l'indique Napoléon Boulet, l'un des co-promoteur du projet d'Accueil colombien No2, le sort des deux projets est intimement lié : «Cela pourrait retarder les choses. Cela dépendra de la réaction des politiciens en charge de la question.»

En attendant la décision finale de la Cour suprême, les Chevaliers de Colomb ne veulent pas perdre plus de temps, précise Napoléon Boulet : «Pour le moment on continue de la même façon.»

Avant de savoir si les berges de la Rouge sont constructibles d'un point de vue juridique, les Chevaliers ont besoin de renseignements pour savoir si elles sont constructibles d'un point de vue technique. Ils financent actuellement (pour la somme de 6000\$), des sondages géologiques pour étudier la résistance des sols.

Une fois les résultats de ces tests connus, les Chevaliers de Colomb entameront les procédures pour le rezonage des terrains de «parc» en «zone résidentielle». Devrait suivre la signature d'un bail, la ville préférant louer ses terrains plutôt que les vendre.

Si logiquement le programme restant à accomplir amènerait le

début des travaux au printemps prochain, Napoléon Boulet reste prudent : «J'ose plus mettre de date, cela fait déjà trois ans que l'on a commencé.»

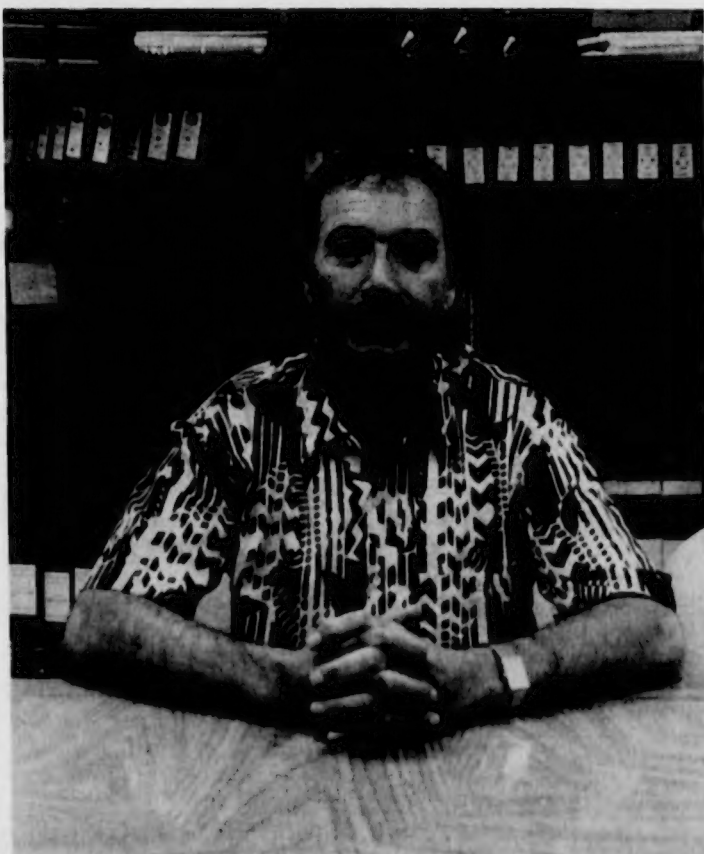


photo: Philippe Descamps

Alain Hogue : «Si l'Association réussit, le gros perdant risque d'être Saint-Boniface. Beaucoup d'investisseurs et de familles s'installeraient volontiers dans le nord de Saint-Boniface. Sans le nombre, notre économie et notre culture vont tomber à l'eau.»

L'avenir des berges de la Rouge

«Rive Gauche» entre feu vert et feu rouge

Bloqué par la Cour du Banc de la reine en août 88, débloqué par la Cour d'appel en avril dernier, le projet «Rive Gauche» de construction sur les berges de la Rouge au nord de Saint-Boniface vient de recevoir le feu vert du conseil municipal de Winnipeg.

Mercredi 2 août 1989, les conseillers municipaux ont voté l'arrêté de rezonage nécessaire à la poursuite du projet. La ville considérait avoir été absoute par

la Cour d'appel en mars 89. Selon celle-ci, le conseiller Guy Savoie n'était pas biaisé en faveur du projet et les terrains concernés n'étaient pas forcément désignés comme devant devenir parc.

La Cour d'appel avait ainsi débouté l'Association des résidents du vieux Saint-Boniface opposée à «Rive Gauche», et cassé le jugement de Sydney Schwartz de la Cour du banc de la reine (rendu en août 88).

Dans la même semaine, jeudi 3 août 1989, la Cour suprême du Canada a décidé d'entendre la requête de l'Association des résidents contre la décision de la Cour d'appel du Manitoba.

La Cour suprême entendra en même temps une affaire similaire de Colombie-Britannique, ce qui devrait lui permettre de clarifier le rôle d'un élu municipal canadien à la frontière du politique et du juridique. Elle pourrait siéger sur cette affaire au printemps prochain.

La réaction de l'Association des résidents

Succès pour la Cour suprême, surprise pour le rezonage

Réagissant dans un premier temps à la décision de la Cour suprême d'entendre la requête de l'Association des résidents de Saint-Boniface, son président Greg Selinger s'est montré ravi : «Pour nous, c'est déjà un succès d'avoir la chance de plaider notre cause devant la Cour suprême qui n'entend qu'exceptionnellement les affaires civiles.»

Pour Greg Selinger, la décision de la Cour suprême dans l'affaire «Rive Gauche» aura sans doute une grande influence sur de prochains projets : «Si nous gagnons en Cour suprême, à chaque fois qu'il y aura un projet à Saint-Boniface, le public pourra faire entendre sa voix et un conseiller ne pourra pas être l'avocat d'un projet avant qu'aient eu lieu les audiences publiques.»

Devant la Cour, l'Association reprendra ses deux principaux arguments.

Premièrement : le rôle du conseiller Guy Savoie aurait dû être, en matière de rezonage, un rôle quasi-judiciaire d'arbitre et non de partie. Or Guy Savoie a milité dès la première réunion à huis clos du comité des finances de la ville en faveur du projet d'Alain Hogue.

Domage

Deuxièmement : Le respect du plan du Grand Winnipeg impose (shall) à la ville la désignation des terrains en «parc» et n'en fait pas une simple recommandation que le conseil peut modifier à son gré.

Pour financer son recours en Cour suprême, l'Association dispose selon son président, d'un fonds spécial de la Fondation des lois du Manitoba : «L'Association financera une

part des frais (environ 10%), et la Fondation des lois une autre part. C'est la ville qui utilise l'argent des contribuables pour se défendre, pas nous.» Cette fondation est financée par un prélèvement indirect sur les honoraires des avocats.

Apprenant dans un second temps, et par notre voix, la décision du conseil municipal de Winnipeg, Greg Selinger n'a pas caché son étonnement : «C'est incroyable ! Une grosse surprise. C'est vraiment dommage que cette mauvaise décision ait été prise.»

Jusqu'à présent, l'Association des résidents n'avait pas envisagé de demander une injonction pour bloquer le projet «Rive Gauche». Mais cette fois, Greg Selinger n'a pas écarté l'hypothèse : «Nous devons en discuter entre tous les membres de l'association et nos avocats.»

La réaction du promoteur Alain Hogue

«Je continue mon projet»

Rassuré par la décision du conseil municipal, l'avocat Alain Hogue, promoteur du projet «Rive Gauche», semble attendre sereinement la décision de la Cour suprême.

En avril dernier, il déclarait à La Liberté : «Je doute très fort que la Cour suprême accepte d'entendre la cause.» Aujourd'hui il n'est pas surpris par la décision de la Cour car : «S'il n'y avait eu que cette cause, elle n'aurait pas été entendue. Mais les juges ont décidé de lier cette cause à une autre de Colombie-Britannique.»

Pour Alain Hogue, le plus important est le fait qu'il puisse continuer : «Pour le moment je continue les démarches.» Maintenant que l'arrêté de rezonage est voté, il envisage de compléter les plans et de demander le permis de construire.

Le promoteur de «Rive

Gauche» n'attendra pas forcément la décision de la Cour suprême pour pousser plus en avant son projet : «Tant qu'il n'y a pas d'injonction, on peut continuer les démarches. La construction pourrait commencer cet hiver ou au printemps.»

En sa qualité d'avocat, Alain Hogue se refuse à faire des commentaires juridiques : «La décision de la Cour d'appel était une très bonne décision. Je n'ai pas besoin de faire des commentaires à propos de la Cour suprême.»

Estimant avoir perdu beaucoup de temps, il n'écarte pas les poursuites en dommages et intérêts contre l'Association des résidents : «Il y a des droits des deux côtés. S'ils empêchent la construction par injonction, ou si, sans injonction, la Cour suprême nous donne raison, nous envisageons un recours en dommages et intérêts.»

Un dernier weekend avec CKXL avant l'été 90



photo: Colette Brin

Trois des animateurs bénévoles à CKXL lors de sa deuxième semaine de diffusion, de gauche à droite: Paul Toupin, Micheline Baril et Natalie Labossière.

«On a découvert des gens qui pourraient faire de la radio professionnelle», lance Jean Fontaine, coordonnateur de la diffusion à courte durée de la Radio communautaire du Manitoba, qui termine dimanche 13 août sa deuxième semaine de diffusion.

CKXL (101,5 FM) a choisi la première semaine de Folklorama pour diffuser en direct de la galerie I du CCFM. Une trentaine de bénévoles participent à la production d'émissions.

«Il y a plus d'émissions de deux heures que notre première semaine, fin juin, qui avait surtout des émissions d'une heure», remarque Jean Fontaine. «La

première semaine, c'était plutôt une première expérience de radio pour les bénévoles. Cette fois, il y a un peu plus de maturité, de constance dans le son».

Selon Jean Fontaine, l'émission à ne pas manquer cette fin de semaine, c'est «Brunch avec les Boucher», une émission humoristique animée par quatre frères: Alain, André, Marc et Daniel Boucher, qui passe en ondes à midi, dimanche 13 août.

L'horaire complet de la dernière fin de semaine de CKXL, avant la diffusion permanente (l'été prochain peut-être), est disponible à la galerie I du CCFM.

C.B.

SAINT-BONIFACE

A la recherche de solutions pour la maison Bernier

Les différents protagonistes intéressés par le sort de la maison Bernier (265, boulevard Provencher) se sont réunis en fin de semaine dernière pour tenter de trouver un terrain d'entente.

Le seul terrain d'entente trouvé pour le moment est la volonté de discuter d'une part, et d'autre part, la nécessité d'attendre les décisions provinciales et municipales en matière de subvention.

Pour Maureen Fritz-Lonergan, porte-parole de l'Association des résidents: «Chacun commence à cerner ce qui est de sa responsabilité. De notre côté, nous essayons le mieux que possible de trouver des fonds».

Pour Roger Robidoux, l'un des deux propriétaires de la maison, c'est une période d'attente: «On est ouvert à regarder et écouter les propositions. Après la décision de la ville on pourra entamer le processus de rezonage.»

Roger Robidoux tient à préciser une information parue dans «La Liberté» du 21 juillet: Au mieux, pour le moment, les subventions qui pourraient être

accordées s'élèvent à 70 000\$. Il s'agit des subventions de la province. La ville pourrait verser 35 000\$, mais cette somme ne pourrait être cumulées avec une subvention provinciale».

Jacqueline Blay de la Société historique de Saint-Boniface confirme ce dernier point en précisant que les fonds viendraient du même ministère des Affaires municipales, dans un cas comme dans l'autre. Pour Jacqueline Blay, rien n'est encore décidé: «C'est encore à discuter. Il est clair de notre côté que notre intention reste de préserver le patrimoine bâti.»

La décision concernant le financement provincial devrait être connue le 9 septembre. C'est le 13 septembre que le comité exécutif de la ville étudiera cette question.

Ph.D.

Clôture du programme de lecture

Une après-midi de jeux pour enfants de 6 à 12 ans est organisée le jeudi 17 août à 14h00 à la Bibliothèque de Saint-Boniface.

Renseignements: 986-4332.



Clément-Damphousse Arthur et Lucille Clément et Paul et Fernande Damphousse sont fiers d'annoncer les fiançailles de Ginette Clément et Guy Damphousse. Le mariage aura lieu à la Cathédrale le 9 juin 1990.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

CRTC

DÉCISIONS

Décision 89-519. CHUM Limited, Winnipeg (Manitoba) APPROUVÉ - Renouvellement de la licence de CIFS Winnipeg du 1er octobre 1989 au 31 août 1994. Décision 89-520. CKJS Limited, Winnipeg (Manitoba) APPROUVÉ - Renouvellement de la licence de CKJS Winnipeg du 1er octobre 1989 au 31 août 1994. Décision 89-521. Talking Signs Inc., Winnipeg, Altona et 27 autres collectivités du Manitoba. APPROUVÉ - Renouvellement des licences expérimentales visant l'exploitation des entreprises d'émission de radiodiffusion MF dans les collectivités mentionnées dans la décision, du 1er septembre 1989 au 31 août 1994. Où puis-je lire les documents du CRTC? Les documents du CRTC peuvent être consultés dans la «Gazette du Canada», partie 1, aux bureaux du CRTC et dans la section référence des bibliothèques publiques. Les décisions du Conseil concernant un titulaire de licence peuvent être consultées, à ses bureaux, durant les heures normales d'affaires. Vous pouvez également obtenir copie des documents publics du CRTC en rejoignant le Conseil à: Ottawa/Hull (819) 997-0313; Halifax (902) 426-7997; Montréal (514) 283-6607; Winnipeg (204) 983-6306 et Vancouver (604) 666-2111.

Canada



Laura Couture (née Dé Gagné) épouse d'Émile

97^e anniversaire de naissance

Bonne fête Maman de vos enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.



Travaux publics Canada Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS CACHETÉES visant les projets ou services ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h (heure avancée du Centre) le jour de la date limite. Les soumissions devront être adressées au gestionnaire de district, Services financiers et administratifs, district du Manitoba, Travaux publics Canada, B.P. 1408, 269, rue Main, pièce 201, Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1. On peut se procurer les documents de soumission, en versant le dépôt exigé, au Bureau de distribution des plans, à l'adresse susmentionnée, numéro de téléphone 983-2372, ou au bureau de Travaux publics Canada, 221, rue Archibald nord, Thunder Bay (Ontario).

PROJET

N° 795122 - pour TRANSPORTS CANADA
Pickle Lake (Ontario)
Construction d'une installation AES à l'aéroport de Pickle Lake.

Les documents de soumission peuvent aussi être consultés à l'Association des constructeurs de Winnipeg et de Thunder Bay.

Date limite: le mardi 22 août 1989

Dépôt: 50\$

DIRECTIVES

Le dépôt à l'égard des plans et devis doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada. Ce dépôt sera remboursé sur remise des documents, en bon état, dans le mois suivant l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

Canada

Comptables agréés Winnipeg

Chez Peat Marwick, nous croyons pouvoir vous offrir un excellent milieu de travail dans lequel vous trouverez une croissance personnelle et professionnelle au sein de notre cabinet de vérificateurs à Winnipeg.

Les personnes intéressées à développer leurs compétences dans les domaines de la comptabilité, de la vérification, de l'impôt sur les sociétés ainsi que de la supervision, en plus d'utiliser un système micro-informatique à la fine pointe de la technologie, trouveront chez nous tous les défis et toutes les occasions de carrière qu'elles recherchent.

Ces postes, qui offrent des occasions de carrière immédiates, intéresseront les personnes qui ont été récemment reçues comptables agréés où qui terminent le programme des comptables agréés en 1989.

Si vous êtes rendu à l'étape de votre carrière où vous croyez avoir besoin d'être stimulé par un nouveau milieu de travail, veuillez faire parvenir votre demande en toute confiance à l'adresse suivante: Stephen A. Bannatyne, c.a., Associé, Peat Marwick, 447, av. Portage, bureau 1200, Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5.



Peat Marwick
Comptables agréés
Consultants en affaires

4000 personnes aux Folies Grenouilles

Les Folles Grenouilles, qui se déroulaient du 4 au 6 août, ont bien réussi en 1989. Raymond Maynard, président de la fête, précise: «Environ 4 000 personnes sont venues pendant toute la fin de semaine. Tout a bien été. En général, c'était vraiment bien.»

Luc Carrière a gagné le championnat national des sauts de grenouilles dans la catégorie adulte (un saut de 327 cm). Pour les enfants, Mélanie Carrière est la gagnante.

La catégorie V.I.P. était divisée en 2 groupes: médias et municipalités. Pour les médias, Ron Fraser de CHSM a gagné, et Fernand Bérard, conseiller de la municipalité De Salaberry, s'est mérité la première place dans la 2e catégorie.

Huit équipes ont participé au tournoi de fers à cheval, et 32

équipes au tournoi de balle molle. Le tir-au-câble a été annulé à cause de manque de participation. Le bazous-boue (mud bog) a eu lieu comme prévu et il y a eu 3 gagnants dans 4 différentes catégories.

Les trois danses de la fin de semaine ont assuré une partie importante de la participation aux Folies Grenouilles. Le vendredi soir, avec Monuments Galore, 320 personnes ont assisté. Le samedi, avec Harlequin, l'arène de Saint-Pierre-Jolys était remplie (1 000 personnes). Beaucoup de gens ont dû être refusés à la porte. La 3e danse avec Buck Sound a attiré 550 personnes.

«Il y avait beaucoup d'enfants. Nous avons eu du feed back positif pour ça, et pour la fête en général», rapporte Raymond Maynard.

Karlne BEAUDETTE



Le cœur de l'Europe bat très fort au pavillon tchécoslovaque.

photo: Philippe Descamps

Un atout pour le tourisme manitobain

Le plus gros festival multiculturel du monde

Les premières journées de Folklorama semblent prometteuses. Selon Gabriel Dufault, vice-président du Folk Arts Council: «Nous avons déjà plus de monde qu'à pareille date l'an passé.»

Les deux nouveaux pavillons, Alpes et Chinois d'Indochine, ont démarré plus fort que prévu. Le pavillon du Royaume-Uni bat tous ses records tandis que le pavillon canadien-français a connu un franc succès, surtout en début de soirée.

Folklorama est non seulement la plus grosse attraction touristique du Manitoba, il a pris une place dans l'économie de la province.

Les retombées économiques de la fête sont estimées à 33 mil-

lions de dollars. Plus de 650 000 personnes ont assisté à l'événement en 1988, on en attend plus de 700 000 cette année.

La réputation de Folklorama dépasse largement les limites de la province: 189 bus ont été nolisés des États-Unis en 88, on en attend plus de 200 en 1989.

Pour organiser un tel événement, le Folk Arts Council dispose d'un budget de 6,5 millions de \$ autofinancé à 88%. L'organisation compte 26 employés permanents, 75 durant l'été et surtout, une armada de 20 000 bénévoles.

Selon Roland Lavallée, directeur des services d'information à Voyage Manitoba, Folklorama 88 n'a pas eu autant d'impact touristique en 88 à cause de la séche-

resse. Mais la tendance devrait se retourner cette année pour retrouver une forte croissance.

Dans l'ensemble, les responsables du tourisme dans la province s'attendent à une bonne année 89. Déjà, les chiffres des 6 premiers mois semblent prometteurs. Le nombre des visiteurs canadiens a augmenté de 23%. Tandis qu'il baissait pour l'ensemble du Canada, le nombre de visiteurs étasuniens a légèrement augmenté pour la province.

Le nombre de demandes d'information venant des États-Unis a augmenté considérablement (36% depuis janvier), ce qui laisse présager de nombreuses visites très prochaines, et notamment pour Folklorama.

Ph.D.



photo: Lucien Chaput

Comme d'habitude, les résultats du championnat national des sauts de grenouilles ont été enregistrés sur ordinateur. La grenouille de Luc Carrière a gagné dans la catégorie adulte avec un saut de 327 cm.

SCHL CMHC

APPEL D'OFFRES

APPROVISIONNEMENT DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), avec l'aide financière du gouvernement du Manitoba, prévoit construire dix (10) maisons individuelles dans les communautés suivantes:

Long Body Creek (2); Matheson Island (3); Powell (2); et Bluff Road (3), devant être livrés en trois étapes: 1. Ensemble de matériaux de fondation; 2. Ensemble d'ossature; 3. Ensemble de finition. Matériaux F.O.B. sur le site seulement.

Des soumissions cachetées portant sur le projet en question et adressées à la SCHL seront reçues jusqu'au 24 août 1989 à 14h.

Les entrepreneurs principaux peuvent se procurer les listes de matériaux, devis et demandes de soumissions nécessaires; on pourrait aussi les consulter à l'adresse indiquée ci-dessous.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie dont le montant est de 10% de la valeur de toute offre jusqu'à concurrence de 100 000\$. La SCHL retiendra chaque dépôt de garantie pour s'assurer que le contrat est bien exécuté. Elle acceptera que le dépôt soit payé en espèces, par chèque visé ou par voie d'un cautionnement de soumission provenant d'une société de caution accréditée. Tout chèque ou cautionnement doit être fait à l'ordre de la SCHL.

La SCHL ne s'engage pas nécessairement à retenir la soumission la plus basse.

Les documents d'appel d'offres pourraient être obtenus de Harry Moore, agent principal, Administration des contrats, ou Gord Roulette, agent, Administration des contrats, au numéro 983-5669 ou à l'adresse suivante:

Société canadienne d'hypothèques et de logement
C.P. 964
10, rue Fort, 4e étage
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2V2

Logement
Manitoba

Manitoba
Housing



Travaux publics Canada
Public Works Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS CACHETÉES visant les projets ou services ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h (heure avancée du Centre) le jour de la date limite. Les soumissions devront être adressées au gestionnaire de district, Services financiers et administratifs, district du Manitoba, Travaux publics Canada, B.P. 1408, 269, rue Main, pièce 201, Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1. On peut se procurer les documents de soumission, en versant le dépôt exigé, au Bureau de distribution des plans, à l'adresse susmentionnée, numéro de téléphone 983-2372.

PROJET

N° 795269 - pour TRANSPORTS CANADA
Langruth (Manitoba)
Construction d'une route d'accès au RSSA
et travaux connexes

Les documents de soumission peuvent aussi être consultés à l'Association des constructeurs de Winnipeg et de Brandon.

Date limite: le jeudi 24 août 1989

Dépôt: 50\$

DIRECTIVES

Le dépôt à l'égard des plans et devis doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada. Ce dépôt sera remboursé sur remise des documents, en bon état, dans le mois suivant l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

Canada

SAINTE-GENEVIÈVE

L'église bientôt classée

Le conseil municipal de Taché a décidé de qualifier la paroisse catholique de Sainte-Geneviève de site municipal du patrimoine pour garantir sa préservation.

Selon Emile Laurin, secrétaire-trésorier de la municipalité, le classement de l'église a été envisagé à la demande des résidents de la paroisse de Sainte-Geneviève. Aucune représentation hostile au projet n'a, pour le moment, été enregistrée.

Le projet est déjà bien avancé puisqu'une première lecture de l'arrêté municipal a eu lieu. Pour Emile Laurin: «l'idée semble faite, mais il faut maintenant attendre le résultat de la consultation du public.»

Toutes les personnes intéressées par cette question sont invitées à une audience publique qui aura lieu le 12 septembre à 15h00, dans la salle du conseil de Taché (450 chemin Dawson).

Ph.D.

CULTUREL

Visites historiques à Saint-Norbert

La semaine de...

Guy Michaud

A partir du mois de septembre, Guy Michaud sera professeur de musique au niveau élémentaire pour l'École Varennes à Saint-Vital. Il a étudié la guitare classique et l'éducation aux universités de Winnipeg et du Manitoba.

• **Concerto d'Aranguez**, composé par Joachim Rodrigo. «Je dirais que c'est l'œuvre de guitare la plus importante de notre siècle. L'enregistrement par Norbert Kraft, avec l'orchestre symphonique de Winnipeg, est très récent. J'aime surtout le 2e mouvement du concerto: l'adagio. Il a une très belle mélodie avec un rythme espagnol derrière.»

• **A Cappella Choir du Mennonite Brethren Bible College** à Winnipeg. «Cette chorale étudiante touche à bien des genres de musique. Elle a un répertoire très varié: de la musique de la Renaissance jusqu'à aujourd'hui. C'est de la musique de bonne qualité.»



Guy Michaud enseigne la guitare à domicile.

photo: Karine Beaudette

• **L'Orchestre symphonique de Winnipeg**. «L'orchestre symphonique joue toujours à la Salle du Centenaire. Je trouve ça fameux parce que l'orchestre encourage des compositeurs manitobains. Par exemple, on joue des œuvres orchestrales de Michael Matthews.» (L'orchestre symphonique présente Concert in the Park le 4 septembre à 14h30).

• **Leonard Bernstein** de Joan Peyser. «Je suis en train de lire cette biographie. C'est très intéressant. Je préfère les livres qui ont de l'histoire, des faits réels, comme les biographies. Je n'ai jamais été très fort sur la fiction. Je préfère quelque chose avec plus de profondeur.»

• **When Harry met Sally de Rob Reiner**. «C'est une comédie romantique. C'est très drôle. Les films que j'aime le plus, comme les livres, c'est quelque chose qui est historico-réaliste. J'aime quand les décors et les scènes montrent qu'il y a beaucoup de recherche. Autres films que j'aime, Le retour de Martin Guerre, et The Radicals, un film qui parle de l'histoire du mouvement anabaptiste.»

Sélection recueillie par Karine BEAUDETTE

En quelques bâtisses, les débuts du Manitoba



photo: Colette Brin

La maison Bohémier, très bien restaurée, qui illustre la vie des gens aisés au début de ce siècle, présente une bonne partie de son mobilier original.



photo: Colette Brin

Jeanne Perreault, présidente d'Héritage Saint-Norbert. Aucun échéancier n'a encore été déterminé pour la restauration des édifices historiques de la place Saint-Norbert.

Il y a tout un circuit de visites à faire à Saint-Norbert, surtout si on veut découvrir une période importante de l'histoire manitobaine. Un petit inconvénient: il faut être en voiture pour faire le tour des sites historiques, qui sont dispersés le long de la rivière Sale (1).

Le parc provincial du patrimoine

Corinne Tellier est historienne pour la Société historique de Fort Garry, et guide bénévole au parc provincial du patrimoine à Saint-Norbert, où se trouvent les maisons historiques Turenne et Bohémier. «Je suis particulièrement intéressée à la maison Turenne», explique-t-elle, «puisqu'elle a été la maison de mon grand-père paternel, et que ma mère y est née».

La maison Turenne, qui date de 1871, a pris le nom de son premier propriétaire, Joseph Turenne, greffier pour le comté de Provencher à l'époque de Louis Riel. «C'était l'intermédiaire entre le gouvernement et les Métis. Il leur expliquait ce que venaient faire les arpenteurs sur leurs terres».

Après le déménagement de la famille Turenne à Saint-Boniface en 1882, la maison a servi de logement, temporaire surtout, à des familles qui attendaient la construction d'une maison, et à des engagés du couvent des Soeurs Grises de Saint-Norbert, jusqu'à sa fermeture en 1969.

«On peut écrire une petite histoire de Saint-Norbert avec cette maison», assure Corinne Tellier.

La maison Bohémier fut construite en 1889, montre un différent style de vie, celui du cultivateur.

La chapelle du Bon Secours

En face de l'église de Saint-Norbert, il y a la chapelle du Bon Secours, que Mgr Noël Ritchot, curé de Saint-Norbert, avait fait construire pour remercier la Vierge Marie d'avoir intercédé en faveur des Métis en 1869-1870.

La chapelle a été déclarée monument historique par le gouvernement provincial le 28 avril.

Les ruines de l'ancien monastère

Non loin de là, rue des Trappistes, on peut visiter les ruines de l'ancien monastère des Trappistes, incendié en 1983. Des plaques racontent l'histoire des moines trappistes à Saint-Norbert, jusqu'à leur départ qui s'est étalé entre 1975 et 1978.

Le nouveau monastère est situé entre Holland et Bruxelles, à 145 km au sud-ouest de Winnipeg.

La place Saint-Norbert

Sur le chemin Pembina se trouve la place Saint-Norbert, où on peut voir la croix de la Barrière, érigée par l'Union nationale métisse. Ce monument rappelle la résistance des Métis aux arpenteurs envoyés par le gouvernement fédéral en 1869.

Boucherie

«On a dû déménager le monument de sa place originale, où l'événement s'était réellement produit, quand la ville a voulu agrandir le chemin», explique Jeanne Perreault, présidente d'Héritage Saint-Norbert. «Elle est mieux là où elle est, parce qu'avant, personne n'arrêtait pour la regarder».

Deux édifices historiques, la maison métisse McDougall de Lorette et la Boucherie, sont en voie de restauration par Héritage Saint-Norbert. Le Marché fermier, ouvert du début mai à la fin septembre, fait aussi partie de la place Saint-Norbert.

Il n'y a plus de tournées organisées pour le circuit entier, à cause du manque de subventions. Mais on peut encore visiter les édifices historiques de Saint-Norbert, et des tournées quotidiennes sont encore disponibles au parc provincial du patrimoine.

Colette BRIN

(1) Le parc provincial du patrimoine, situé au 40, promenade Turnbull, offre des tournées tous les jours sauf le mercredi, entre 10h30 et 17h30. Il est ouvert jusqu'au début septembre. Pour plus de renseignements: 269-5377.

LE CLUB LAVÉRENDRYE

Venez danser au Club Lavérendrye

les 10, 11 et 12 août
Image

les 17, 18 et 19 août
D Combination
les 24, 25 et 26 août
Sunrise Band

Bingo lundi, mercredi et vendredi
2 tables de billard pour votre plaisir.

• CLUB PRIVÉ
• Carte de membre requise
Nouveaux membres:
Bienvenus!



614, rue DesMeurons
Saint-Boniface
Téléphone: 233-8997



«Un événement cinématographique.»

La vie de Rasputin.

Du vendredi
11 août au jeudi
17 août

à 19h30 et 21h30

cinema3
SHERBROOK et ELLICE
PH 783-1097



QUI A PRÉTENDU QUE LE BONHEUR N'EST PAS GARANTI?

Pour rien au monde vous ne voudriez rater l'anniversaire d'un enfant. Et maintenant, plus question de le rater avec la nouvelle enveloppe "Occasion spéciale" de la Société canadienne des postes qui garantit la livraison de vos souhaits à temps.

L'enveloppe "Occasion spéciale" est un nouveau produit qui garantit la livraison le prochain jour ouvrable dans la même ville et dans les deux jours ouvrables entre la plupart des centres importants du Canada. Les conditions de la garantie

apparaissent sur l'enveloppe. L'enveloppe "Occasion spéciale" de la Société canadienne des postes. Pour ces occasions que vous ne voulez pas manquer.

POSTE MAIL

Société canadienne des postes - Canada Post Corporation
Notre engagement : vous donner un meilleur service.

SPORT

Franck Pellerin, ou l'art de la compétition

Les défis et les forces de la voile

Franck Pellerin fait de la voile depuis 1970. «Je faisais beaucoup de vol à voile (soaring), mais quand mes enfants sont devenus plus vieux, je voulais qu'ils puissent participer. C'est alors que j'ai découvert la voile.»

Depuis 1970, Franck Pellerin a fait environ 1 000 courses, avec une moyenne de 8 régates par année. Une régate est une série de courses qui mènent au championnat.

«Je suis très compétitif. Je fais rarement, sinon jamais, de la voile de plaisance. Je trouve que la compétition, c'est une valeur qu'il faut inculquer à ses enfants, parce qu'il y a de la compétition partout dans la vie», assure le directeur général du bureau de traduction à Great West Life.

«J'adore la voile. C'est un moyen idéal pour assouvir cette soif de compétition sans faire de pollution. C'est un sport qui fait appel aux éléments naturels: le vent et les courants. Puisqu'il n'y a pas de moteur, on se déplace sans brûler d'essence ou d'électricité.»

«Pour une course de même classe, tous les bateaux sont identiques, même voile, même poids, même dimension. Donc, on gagne une course grâce aux talents, aux aptitudes de l'équipe. Personne n'a un avantage. Ça me plaît. Et aussi, j'aime le silence, le bruit des vagues et du vent», explique le natif de La Rochelle (France), qui est au Canada depuis 30 ans.

Le grand but de la voile est de faire un certain parcours délimité d'avance dans le minimum de temps possible. «Dans une même classe, l'important, c'est d'arriver avant les autres. Dans une course de bateaux de force inégale, chaque bateau est chronométré en fonction de son handicap.»

Franck Pellerin s'éloigne un peu de la voile compétitive pour être juge de course. Il est juge de niveau 3 et espère devenir juge de niveau 4 bientôt. «Pour devenir juge, il faut avoir l'expérience en compétition, sans nécessairement être premier partout. Il faut avoir une bonne connaissance des conditions des courses, et un tempérament

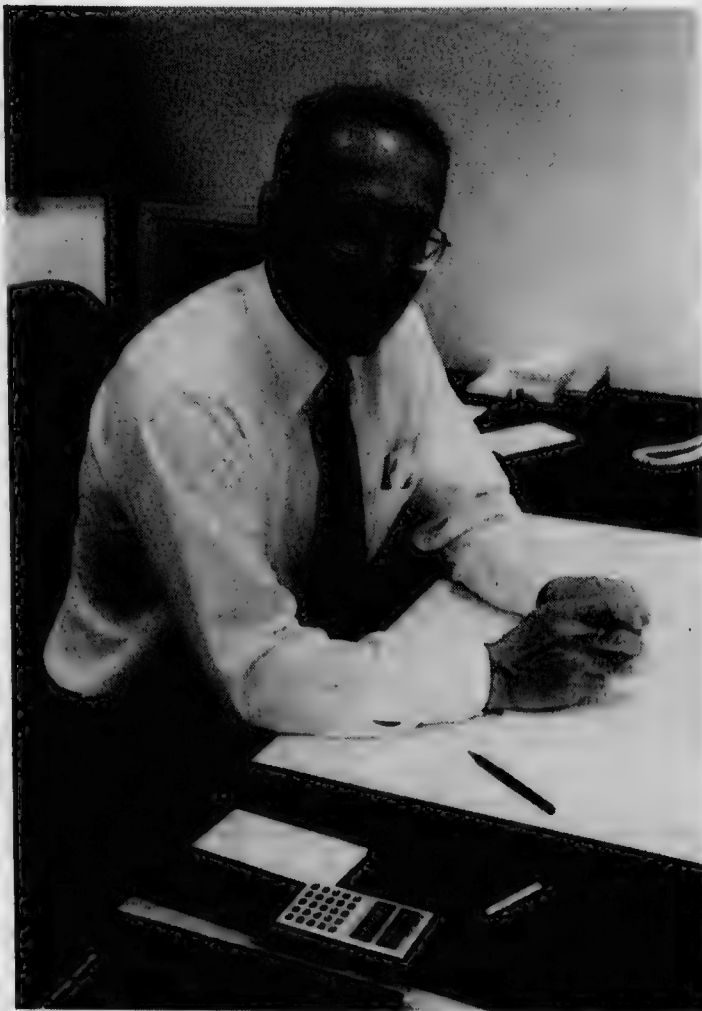


photo: Karine Beaudette

Franck Pellerin fait de la voile compétitive, et tend de plus en plus vers la position de juge de course (voile). «Pour devenir juge, ça prend au moins 2 ou 3 ans d'expérience sur la scène internationale.»

réfléchi, juste, solide. En général, il faut 2 ou 3 ans d'expérience sur la scène internationale.»

Franck Pellerin sera juge de course du 13 au 18 août aux Jeux du Canada à Saskatoon, Saskatchewan. Ensuite, il sera juge aux «Mid-Ocean Racing Championship» (MORC) du 20 au 25 août au Lac Huron.

Franck Pellerin a participé à sa première course en 1970 à Falcon Lake. Il est arrivé 14e. «Il y avait des courses au niveau du Falcon Yacht Club presque toutes les fins de semaine. Je suis arrivé premier aux championnats du Club en 1974.»

En 1978, Franck Pellerin s'est lancé dans une course nationale:

le championnat canadien de la classe internationale Fireball. Il est arrivé 23e, sur 48 participants. Et il a fait partie de la régate internationale LOWISA une douzaine de fois (1974 à 1986).

«Beaucoup de gens croient que la voile est un sport de luxe. Ce n'est pas vrai. Le bateau coûte quelque chose, mais c'est un capital que vous avez. Et c'est un sport qui procure des moments de plaisir pendant l'été.»

«C'est un sport un peu dangereux, aussi. Des fois, il peut y avoir une tempête au milieu d'une course, mais la course continue. Il faut prendre des précautions.»

«C'est très courant que les voiliers chavirent, et en général, il est très facile de le remettre sur l'eau. En 20 ans de voile, je n'ai jamais entendu parler de mortalités. Le pire qu'il puisse arriver, c'est que le bateau chavire et qu'on tombe dans l'eau.»

Karine BEAUDETTE

10 000 possèdent un bateau à voile

L'association manitobaine de voile réunit 1 700 membres (avec les planches à voile), et estime qu'il y a environ 10 000 personnes au Manitoba qui sont propriétaires d'un bateau à voile.

Il y a trois sortes de bateaux à voile: les dériveurs (dinghys) qui sont de 3 à 6 m, à 1 place ou à 2 places. Ceux-là coûtent entre 1 800\$ et 14 000\$. Il y a aussi les quillards (keel boats) qui se distinguent du dériveur parce qu'ils ont une quille fixe, et ils sont plus gros (10 à 15m). Les quillards coûtent entre 10 000\$ et 200 000\$ (et plus). Le 3e groupe de bateaux est formé des catamarans, qui sont des bateaux à double coque. Ceux-là coûtent entre 5 000\$ et 12 000\$.

Pour se procurer de l'équipement, l'Association manitobaine de voile recommande deux magasins: Northern Sail Works (115 Dagmar) et Eurosports Unlimited (337-B Pembina). Pour plus de détails, contacter l'Association manitobaine de voile au 985-4181.

SOMERSET

Évaluation des dégâts de la tornade

La tornade de la semaine dernière a fait des dégâts considérables dans le nord de Somerset.

Pendant toute cette semaine, les experts des assurances ont évalué l'ampleur des dommages pour chaque propriété. Aucun bilan financier global n'est disponible pour le moment.

Ph.D.



Travaux publics
Canada

Public Works
Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS CACHETÉES visant les projets ou services ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h (heure avancée du Centre) le jour de la date limite. Les soumissions devront être adressées à l'Administrateur régional des services financiers et administratifs, district du Manitoba, Travaux publics Canada, B.P. 1408, 269, rue Main, pièce 201, Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1. On peut se procurer les documents de soumission, en versant le dépôt exigé, au Bureau de distribution des plans, à l'adresse susmentionnée, numéro de téléphone 983-2372.

PROJET

N° 785854 - TRANSPORTS CANADA
Thompson (Manitoba)
Aéroport de Thompson
Réparations de la piste 05-23 et
travaux connexes à Thompson (Manitoba)

Date limite: le mercredi 16 août 1989
Dépôt: 50\$

PROJET

N° 780841 - PÊCHES ET OCÉANS
Winnipeg (Manitoba)
Institut des eaux douces
501, University Crescent
Remplacement des conduites de vapeur
et de condensation

Date limite: le vendredi 18 août 1989
Dépôt: aucun

Les documents de soumission peuvent être consultés aux bureaux de l'Association des constructeurs de Winnipeg.

DIRECTIVES

Le dépôt à l'égard des plans et devis doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada. Ce dépôt sera remboursé sur remise des documents, en bon état, dans le mois suivant l'ouverture des soumissions.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada



APPEL D'OFFRES

CONSOLIDATION DES INSTALLATIONS RÉSERVÉES
AU MATÉRIEL ROULANT TRIAGE NEEBING
THUNDER BAY (ONTARIO)

Nature des travaux: démolition, béton armé, métaux divers, acier de construction, bâtiment en métal préfabriqué, travaux mécaniques et électriques.

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur offre sous pli cacheté avant midi (heure avancée du Centre), le lundi 28 août 1989.

On peut obtenir les formules de soumission en s'adressant à l'administrateur des contrats d'ingénierie, bureau 460, Gare Union, 123, rue Main, Winnipeg (Manitoba), ou encore à la société The Proctor and Redfern Group, 200, avenue Syndicate sud, Thunder Bay (Ontario), contre remise d'un chèque visé de 50 dollars (non remboursable) libellé au nom de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec:

M. Lance Reid
Directeur d'études
The Proctor and Redfern Group
(807) 623-3449

La Compagnie se réserve le droit de rejeter toutes les soumissions et ne s'engage pas à accepter la moins élevée.

Bureau du Vice-président régional
Chemins de fer nationaux du Canada
Winnipeg (Manitoba)

SOCIÉTÉ

Pèlerinage annuel à Saint-Malo

Le rassemblement de la foi

Saviez-vous que...

La télévision, c'est payant au Canada

• Parmi les 9,1 millions de ménages canadiens, 8,9 millions avaient un téléviseur en 1987. 6,1 millions de ceux-ci captaient les images par le fil d'un réseau de télédistribution (câble);

• Les 1 004 compagnies de télédistribution canadiennes ont fait \$870 millions de recettes en 1987, dont 820 millions en abonnements;

• Quant à la télévision payante, qui se spécialise par exemple dans les films ou les sports et qui représente un supplément aux canaux de télévision réguliers offerts par les télédistributeurs, comptait plus de 1,1 million d'abonnés en 1987. Cette année-là, la télévision payante a généré des recettes de l'ordre de \$176 millions. C.B.

Et s'il n'y avait plus de pèlerinage à Saint-Malo? Réponse de Marcel Collet, syndic et l'une des 10 personnes qui s'occupent de l'organisation de cette célébration annuelle de la Foi: «On dirait: on n'est plus à Saint-Malo!»

L'abbé Abel Noret, arrivé à Saint-Malo en novembre 1895, avait apporté, de la France, la grande dévotion à la Vierge Marie, celle de Notre-Dame de Lourdes. Dès le mois de juillet 1896, avec l'aide de ses paroissiens, il aménage une petite chapelle au pied d'une colline boisée, près d'une petite rivière. Le premier pèlerinage a lieu en septembre 1896 à ce site qu'on appelle «la Grotte».



photo: Lucien Chaput

L'abbé Joseph Choiselat (à droite), Marcel Collet et Hilda Robert devant la Grotte. «Ce qui me touche le plus», affirme l'abbé Choiselat, «ce n'est pas que ça a eu lieu dans le passé, mais que ça a bien lieu aujourd'hui».

Depuis, des milliers de catholiques se rendent à Saint-Malo pour participer au pèlerinage. Quelque 2 000 personnes étaient présentes l'an dernier. Des personnes venant d'un peu partout à travers la région et la province.

«Aujourd'hui, on le voit un peu différemment», ajoute Marcel Collet. «L'aspect religieux est plus important. Mais j' imagine que pour les enfants, c'est encore un pique-nique».

comme celui du pèlerinage de Saint-Malo, ça avive la foi. Des gens qui se déplacent, qui viennent rencontrer d'autres frères et sœurs chrétiens, c'est un acte de foi. Ça indique qu'on est heureux dans notre foi, gratuitement».

Ça avive la foi

L'abbé Joseph Choiselat, curé de la paroisse de Saint-Malo depuis 1987, a choisi le mot célébration pour décrire ce que représente le pèlerinage annuel. «Je trouve qu'un rassemblement

«Dans le temps, on venait à Saint-Malo une fois l'an, et c'était pour le pèlerinage», raconte Marcel Collet, originaire de Sainte-Élisabeth, établi à Saint-Malo depuis 1950. «Il y avait du monde qui venait à pied. C'était un peu spécial. Quand t'es petit gars, c'était un pique-nique. C'était quasiment comme Noël».

Beaucoup de travail pour les bénévoles

Ce n'est pas tombé du ciel!

Paisible. C'est le mot qui s'impose pour décrire le site de la «Grotte», où a lieu annuellement le pèlerinage de Saint-Malo. La colline boisée, le terrain aménagé, le ruisseau qui coule. Tout porte à une méditation sereine.

«Il y a des paroissiens qui vont là à tous les jours, pour prier» souligne l'abbé Joseph Choiselat, curé de Saint-Malo. «C'est la belle nature. Il n'y a pas de doute que la messe en plein air ajoute quelque chose au pèlerinage. Ça lui donne un air de fête».

Si les paroissiens de Saint-Malo peuvent être justement fiers du site de la Grotte et du sanctuaire, c'est grâce à des milliers d'heures de bénévolat de leur part. Comme explique Hilda Robert, syndic et l'une des responsables du pèlerinage: «Tant que tu n'es pas impliqué, tu ne sais vraiment pas combien d'ouvrage que ça

peut être. Une fois impliquée, tu te rends compte que tout ça ne nous est pas tombé du ciel».

Cette année, le comité responsable du site et du pèlerinage a décidé de rendre le lieu plus accessible. «Ce n'est pas facile pour des personnes âgées de descendre la colline», explique le syndic Marcel Collet. «Cette année, on pourra descendre ces personnes en bas en voiture. Aller au pèlerinage, mais ne pas pouvoir descendre en bas, ce n'est pas pareil».

Rappelons que le pèlerinage de Saint-Malo a lieu le dimanche 13 août sous la présidence de Mgr Antoine Hachut. La messe solennelle a lieu à 10h45. Une deuxième messe est dite à 16h, précédée d'une heure de prières et de prédication de 14h30 à 15h30.

L.C.

«En fait, au pèlerinage, on célèbre notre foi. Bien sûr, il y a l'aspect de la Sainte Vierge. Ça fait partie de notre héritage catholique d'honorer la Vierge Marie, de demander qu'elle intercede en notre faveur. Au point de vue marial, lors du pèlerinage, on veut remercier le Seigneur de toutes les grâces qu'il nous a accordées, de nous avoir donné la Vierge Marie».

Pour ce qui est de l'aspect miraculeux parfois rattaché à l'image d'un pèlerinage, l'abbé Choiselat ne croit pas que c'est ce qui motive les gens. «Je n'ai jamais entendu de l'insistance sur cet aspect-là. Je suis porté à croire que la participation des personnes se fait plus gratuitement que ça. On est là pour célébrer notre foi, pour célébrer la Vierge Marie, bien que l'intercession divine ne soit pas exclue».

«Personne ne peut venir au pèlerinage sans être touché d'une façon ou d'une autre dans sa foi. Du moins, je suis convaincu de ça. Tous ceux qui viennent y gagnent quelque chose personnellement», ajoute le curé de Saint-Malo.

«Peut-être pas pendant la messe», renchérit à sa façon Marcel Collet. «Mais après, une personne va se dire: c'était du spécial».

Lucien CHAPUT

Des événements à signaler?
Composez le 237-4823



Construction de Défense Canada

Construction de Défense Canada lance un appel d'offres pour fournir et installer un système d'air climatisé au bâtiment 25, b/c Winnipeg (Manitoba).

La date limite prescrite de réception des soumissions est le 30 août 1989.

Pour de plus amples renseignements s'adresser à la section des plans à Ottawa (613) 998-9549.

Référence: WG 969 10.

Canada



Approvisionnement et Services Canada

Supply and Services Canada



Matériel du gouvernement

VENTE PUBLIQUE (offres cachetées)

•Automobiles •Automobiles familiales
•Fourgons •Camions légers •Canots

Inspection et vente

mardi 15 août 1989 12h à 20h
mercredi 16 août 1989 9h à 16h

Date de clôture

Les offres seront reçues sur les lieux jusqu'à 16h, le mercredi 16 août 1989.

Les formulaires d'offre d'achat et les conditions de vente seront disponibles sur les lieux. Seules les soumissions reçues sur place durant la période de vente seront considérées.

Lieu de la vente

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES CANADA

Le Centre de distribution des biens de la Couronne

100, rue Otter
Winnipeg (Manitoba) R3T 0M8
(204) 983-3295

Canada



La Caisse populaire de Sainte-Anne, construite en 1955. Les gens préféraient traiter d'affaires dans des endroits publics que dans des maisons privées. (Source: De la table de cuisine à la rue principale)

Le 13 août: la Caisse fête son 50e

Le dimanche 13 août, la Caisse populaire de Sainte-Anne célèbre son 50e anniversaire. Les festivités débutent à 15h00 avec une messe.

«Nous avons l'honneur d'avoir la Maitrise de Fribourg comme invités. Le chœur va chanter à la messe de 15h00, et plus tard dans la soirée vers 19h00», rappelle Annette Charrière.

Suivant la messe, il y a des cocktails à la salle de la Légion à Sainte-Anne. Le banquet a lieu à 18h00. Louis Bernardin, président de la Caisse, souligne: «Il y aura des cérémonies officielles mais pas de longs discours.»

Un livret de 20 pages sera

distribué au banquet. Annette Charrière souligne: «Nous avons recueilli des faits historiques saillants, des anecdotes à partir des anciens procès-verbaux.»

Dans la semaine qui a précédé le 13 août, la Caisse a offert un service de photos de famille. Le but était d'aider les gens que la Caisse a 50 ans cette année.

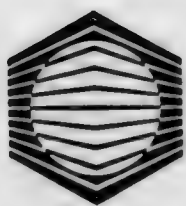
Les réparations et rénovations à la bâtisse de la Caisse sont censées être terminées à temps pour le 13 août.

Karine BEAUDETTE

N

ous remercions
tous les fondateurs,
bénévoles
et employé(e)s
qui ont oeuvré
au sein de
la Caisse populaire
de Sainte-Anne
durant les 50
dernières années.

Le conseil d'administration
et le personnel de la



**La Caisse populaire
de Sainte-Anne Ltée**



photo: Karine Beaudette

Annette Charrière, présidente des activités du 50e anniversaire, et Louis Bernardin, président de la Caisse populaire de Sainte-Anne. La Caisse subit des changements radicaux depuis la fermeture de la Banque de Montréal.

Une augmentation de l'actif et des transactions

La Caisse populaire de Sainte-Anne connaît une période de modifications, surtout depuis la fermeture de la succursale de la Banque de Montréal en janvier 1989.

«La Caisse subit des changements radicaux. On a eu une augmentation de 4 ou 5 millions d'actif. Il y a plus de transactions, et en général, plus de trafic dans la maison», constate le président de la Caisse, Louis Bernardin.

«Mais le personnel a pu absorber les changements. Ça ne change pas grand chose au travail, sauf une augmentation d'heures pour les caissières. Ça

rend la caisse plus viable, plus intéressante pour le personnel. Et plus attrayante pour les gens de Sainte-Anne. Ils n'iront pas chercher ailleurs.»

«La bâtisse fête son 12e anniversaire cette année, et nous nous sommes permis des rénovations majeures. Entre autres, nous avons installé une nouvelle pièce pour un guichet automatique qui devrait arriver dans 1 ou 2 mois.»

«On a commandé le guichet il y a plus de 6 mois. C'est pour répondre aux goûts des membres qui sont devenus un peu gâtés avec le temps.»

K. B.

Des administrateurs

Ensemble,
dans le domaine financier
et dans le domaine culturel,
nous assurons un avenir de qualité.

*La Caisse populaire
de Sainte-Anne a mérité
ses épaulettes!*

**Le Centre culturel coopératif
de Sainte-Anne Inc.**

*Nous prenons soin
de notre avenir,
comme la Caisse populaire.*

Bon 50e anniversaire.

**La Garderie
des petits amis Inc.**

422-8933

*Comme la Caisse populaire,
nous bâtissons solidement
pour l'avenir!*

*Nous vous souhaitons
50 autres bonnes années!*

Sainte-Anne Builders Supply

A votre service:
le lundi, de 8h30 à midi
les mardi, mercredi, jeudi et samedi, de 8h30 à 18h
le vendredi, de 8h30 à 20h.

Téléphone: 422-5307

*Comme la Caisse populaire,
on est là pour améliorer
votre qualité de vie.*

Félicitations!

La Pharmacie Seine

422-8226

La Caisse populaire de Sainte-Anne-des-Chênes a été constituée le 21 août 1939. Il y avait 17 sociétaires à la fondation de la Caisse, et un actif de 1 114,53\$. Le premier conseil d'administration était composé de Conrad Gauthier (président), Omer Tougas (vice-président), Marius Magnan (secrétaire-trésorier), Alexandre Fabas et Jean Perrin. De ce conseil, La Liberté a pu rejoindre un membre.

Alexandre Fabas
(conseiller de 1939 à 1940)

«Je ne me souviens pas de grand chose. Il y a cinquante ans de cela! Et je suis déménagé à Saint-Boniface l'année suivante.»



photo: Karine Beaudette
**Alexandre Fabas, conseiller au
premier conseil d'administra-
tion en 1939.**

«Je me souviens que nous avons eu nos réunions dans une petite salle à l'arrière de l'église. C'est là que la Caisse a commencé. C'était un défi de commencer la chose puisque c'était quelque chose d'assez nouveau. Mais les gens commençaient à connaître la coopération et nous n'avons pas eu trop de difficultés. C'est l'abbé Couture qui s'occupait de ça dans le temps.»

«Au début, le principe était le même qu'aujourd'hui. L'argent des membres va dans la Caisse, et sert ensuite à faire des prêts. On achetait sa part, 5\$ je crois, et c'est avec ça que les gens commençaient. Ensuite, il y avait quelques dépôts.»

**«J'ai été initié
pas mal
raide!»**

Robert Arbez (gérant de
1947 à 1950, puis membre du
comité de surveillance)

«Quand je suis arrivé de l'Angleterre (l'armée de l'air), le gérant de la Caisse avait lâché son poste. Alors, on m'a approché pour que je m'occupe de la Caisse.»

«Je n'avais jamais vu ça, une caisse. Je n'en avais jamais entendu parler. Le bureau était fermé, alors j'ai déterré les livres. Les livres ne balançaient pas du tout. J'ai été initié pas mal raide! Mais, c'était une belle expérience.»



photo: Karine Beaudette
**Robert Arbez, directeur de la
Caisse de 1947 à 1950.**

«Ça m'a pris environ un an pour apprendre qu'il y avait un actif et un passif, et qu'il fallait faire des entrées doubles. Je me souviens de mon premier client: Auguste Desrosiers. Il avait fait un dépôt et j'avais oublié de faire signer le reçu. Je suis parti en bicyclette et ça m'a pris un demi mille pour rattraper mon client!»

«En 1947, l'actif était de 65 000\$. En trois ans, je l'avais augmenté d'à peine 20 000\$. Alors, j'ai suggéré que Mme Annie Desautels me succède. Je pensais qu'elle ferait une sacrée belle job. En effet, en trois ans, elle a réussi à augmenter l'actif à trois quarts de million.»

«Je dois dire que les Métis de la Coulée m'ont beaucoup aidé. Ils étaient parmi mes meilleurs clients.»

*Un gros merci à nos pionniers et à nos pionnières
qui ont assuré notre avenir en donnant à la Caisse
populaire de Sainte-Anne une fondation solide.*

*Vous avez mérité vos années de retraite
que certains d'entre vous ont choisi de passer chez-nous.*

La Villa Youville Inc.

Sainte-Anne-des-Chênes (Manitoba)

422-5624

La paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes est fière
d'avoir participé à la fondation et au développement
de la Caisse populaire de Sainte-Anne.

Que cette célébration de son 50e anniversaire soit
une manifestation de l'humanisme et de la coopération
d'une communauté qui travaille ensemble pour
le plus grand bien de toutes et de tous.

La paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes

se souviennent



Camille Chaput (président du conseil d'administration de 1951 à 1957)

«M. Gilbert Brunette, gérant, a soudainement lâché son poste. Après quelques années, Mme Annie Desautels a repris et c'est vraiment là que la Caisse a commencé à grossir. C'est elle qui a bâti la Caisse. Les gens avaient confiance en elle.» (1)

«La Caisse se trouvait dans son petit magasin. C'était petit et froid. La Caisse a acheté la propriété, a détruit la bâtisse et rebâti en neuf. Je crois que c'était environ en 1956. Cette bâtisse est aujourd'hui le bureau du village.»

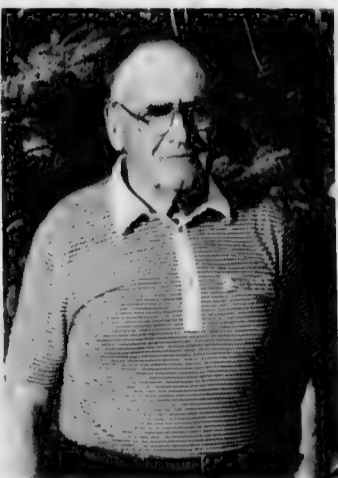


photo: Karine Beaudette

Camille Chaput, président de la Caisse de 1951 à 1957.

Joseph Tougas (président de 1957 à 1960, puis directeur de 1970 à 1983)

«Je me rappelle que la Caisse est sortie du magasin de Mme Desautels pour aller dans la construction neuve. C'était assez grand: 30' par 40'. Il y avait un coffre-fort en arrière de la nouvelle bâtisse pour la sécurité.»

«On était tout près du million pour l'actif. En 1957, il y avait environ 600 personnes au village, et de ceux-là, 400 étaient membres de la Caisse.»

«Réellement, la Caisse a

commencé à grossir avec la nouvelle bâtisse, et ça a continué graduellement. On n'a pas eu de gros problèmes. Après que ça a été commencé, tout a bien été. C'est les 10 premières années qui ont été difficiles. Ce n'était pas fameux jusqu'en 1950 quand Annie Desautels est arrivée.»

Propos recueillis par Karine BEAUDETTE

(1) Annie Desautels a reçu l'Ordre du Mérite coopératif du Manitoba en 1962. Elle a été directrice générale de la Caisse de 1950 à 1964.



En 1962, Annie Desautels reçoit l'Ordre de Mérite Coopératif du Manitoba des mains de Léo Rémillard. Annie Desautels a été directrice de la Caisse populaire de Sainte-Anne-des-Chênes de 1950 à 1964.

Comme la caisse, nos services et nos produits sont excellents.

Félicitations à l'occasion de votre 50e anniversaire!

de la part de Diane, André et le personnel de

**Épicerie Sainte-Anne Grocery
422-5356**

Ouvert pour de bonnes affaires:
du lundi au vendredi de 9h à 20h
le samedi de 9h à 18h
le dimanche de 10h à 17h

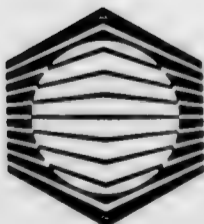
FÉLICITATIONS

à la Caisse populaire de Sainte-Anne



à l'occasion de votre

50^e anniversaire de fondation



La Fédération des caisses populaires du Manitoba

LA LIBERTÉ

Le Journal de l'année de l'Association de la presse francophone en 1984, 1985, 1986, 1987 et 1988.



DIVISION SCOLAIRE DE SAINT-BONIFACE N° 4

recherche

des enseignant(e)s pour le Collège Béliveau (Immersion):

- 1) Anglais ou français, 9^e à la 12^e année
Poste à temps plein (1.0)
- 2) Comptabilité 202 et MA201, 10^e et 11^e années
Poste à temps partiel (.29), le matin

Date d'entrée en fonctions: le 30 août 1989

On vous prie de prendre contact avec:

Jean-Yves Rochon
Directeur
Collège Béliveau
296, chemin Speers
Winnipeg (Manitoba)
R2J 1M7



DIVISION SCOLAIRE DE SAINT-BONIFACE N° 4 WINNIPEG (MANITOBA)

recherche

un(e) enseignant(e) à temps plein (1.0), au Collège Louis-Riel (programme français), 7^e et 8^e années: anglais et autres matières.

Date d'entrée en fonctions: le 30 août 1989.

On vous prie de prendre contact avec:

Monsieur Roger Druwe, directeur
Collège Louis-Riel
585, rue St-Jean-Baptiste
Winnipeg (Manitoba)
R2H 2Y2
Tél.: (204) 237-8927

EMPLOIS



Communauté
religieuse
masculine -
catholique

recherche un(e)

secrétaire- réceptionniste à temps plein

Le(la) candidat(e) doit être compétent(e) pour travailler sur ordinateur IBM et Wordstar 2000 ainsi que bilingue français et anglais.

Excellents avantages sociaux.

Salaire négociable.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser au:

(403) 488-4767
entre 8h15 et 16h00
du lundi au vendredi

CKSB

recherche

Commis de bureau à temps partiel

Chargé(e) d'exécuter les tâches habituelles d'un emploi de bureau.

Exigences: détenir un diplôme d'études secondaires et avoir un certificat d'une école commerciale ou l'équivalent.

Poste temporaire du 15 septembre 1989 au 3 juin 1990, du lundi au vendredi.

Salaire selon convention collective.

Faire parvenir votre curriculum vitae et/ou remplir un formulaire d'offre de service, avant le 21 août.

Adresser à:

René Fontaine
CKSB
607, rue Langevin
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 2W2

Les pratiques de Radio-Canada sont conformes à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.



Radio-Canada
CKSB / Manitoba

CKSB

recherche

reporter/rédacteur

Chargé de la préparation et de la présentation de la revue de presse à l'émission Radio-Réveil et de l'exécution de toutes les tâches de reportage et/ou de rédaction de nouvelles.

Doit détenir un diplôme universitaire et avoir trois années ou plus d'expérience dans le domaine journalistique ou dans un domaine connexe.

Poste temporaire du 5 septembre 1989 au 3 juin 1990, du lundi au vendredi de 05h00 à 13h00.

Salaire selon la convention collective.

Pour plus de renseignements, s'adresser à Nadine Bouché au 786-0240, avant 13h00.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae avant le 21 août à:

René Fontaine
CKSB
607, rue Langevin
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 2W2

Les pratiques de Radio-Canada sont conformes à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.



Radio-Canada
CKSB / Manitoba



La Fédération provinciale des comités de parents

est à la recherche d'un(e)

coordonnateur(trice) (poste à temps plein)

Cette personne sera mise au service des comités de parents du secteur des écoles publiques et aura comme mandat de:

- agir comme personne ressource auprès des comités de parents;
- aider les comités de parents à mettre sur pied le modèle de fonctionnement tel qu'adopté par l'assemblée générale, le 18 mars dernier;
- coordonner les activités déterminées par les responsables de secteur au niveau des comités de parents;
- fournir aux comités de parents les outils nécessaires pour faciliter leurs interventions;
- être le lien administratif entre la F.P.C.P. et les comités de parents.

Conditions d'admissibilité:

- excellente maîtrise de la langue française parlée et écrite;
- bonne connaissance du système éducatif manitobain;
- doit pouvoir se déplacer en milieu rural et urbain;
- facilité de communication;
- doit pouvoir travailler en soirée et en fin de semaine.

Salaire: à négocier

Date d'entrée en fonctions: à déterminer

Si vous êtes intéressé à ce poste, veuillez faire parvenir votre demande avant le 21 août 1989 à:

La Fédération provinciale des comités de parents
169, rue Marion
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0T3

Coordonnateur(trice) provincial(e)

emploi à temps plein

Fonctions:

- Coordonner toutes les activités du bureau du district, y compris la planification et l'évaluation des programmes.
- Voir à l'administration générale du bureau Guide et du Magasin Guide.
- Coordonner les sessions de formation des animatrices.
- Organiser des réunions dans le but de rencontrer les parents et d'éveiller en eux un intérêt au mouvement guide et de susciter parmi eux de nouveaux chefs.
- Voir à l'avancement du guidisme dans les paroisses où le mouvement est actif.
- Créer et maintenir des liens avec les autres organismes du diocèse.
- Assurer les services du secrétariat.
- Voir à ce que les activités de chaque programme reflètent les objectifs.
- Aider à la planification et à la préparation de demandes d'octroi, prévisions budgétaires des divers programmes.
- Coordonner divers activités avec le permanent scout.

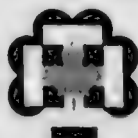
Qualifications requises:

- Bonne connaissance du français et de l'anglais, écrit et parlé
- Connaissance du guidisme manitobain
- Capacité de travailler seul et en équipe
- Capacité d'organisation et d'initiative
- Expérience en animation de groupe

Salaire: à négocier

Entrée en fonctions: le 21 août 1989

Veuillez envoyer votre curriculum vitae avant le 16 août 1989.



Comité du personnel
Guides Catholiques du Canada
466, rue Auineau
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 2V7

Explorations dans les arts

Le programme Explorations du Conseil des Arts du Canada offre des subventions pour la réalisation de projets novateurs qui abordent la création artistique de façon nouvelle, s'inspirent de plus d'une discipline ou répondent à des besoins précis dans l'évolution de l'activité artistique.

Tout particulier, groupe, ou organisme sans but lucratif ayant un projet original et bien conçu peut présenter une demande. Les propositions sont évaluées par des comités de sélection régionaux. Le processus dure environ quatre mois.

La date limite pour soumettre un formulaire de demande au prochain concours est le 15 septembre. La date limite du concours suivant est le 15 janvier.

Toute question concernant l'admissibilité d'un projet doit être réglée bien avant ces dates. Les demandes de formulaires doivent être accompagnées d'une brève description du projet et d'un curriculum vitae de la personne responsable du projet.

Pour renseignements, écrire à:



Explorations
Conseil des Arts du Canada
C.P. 1047
Ottawa (Ontario) K1P 5V8

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu CLOVIS BAUDRY, du village de Sainte-Agathe, au Manitoba, fermer à la retraite.

Toutes réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude des soussignés au 201-185, boul. Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G4, le ou avant le 16 septembre 1989.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 2e jour du mois d'août 1989.

TEFFAINE, LABOSSIÈRE
Laurent G. Marcoux, c.r.
Procureurs de la succession

Coût des nécrologies:
10\$ pour 100 mots;
20\$ pour 150 mots.
Photo: 8\$.

EMPLOIS



DIVISION SCOLAIRE DE SAINT-BONIFACE N° 4

recherche

des enseignant(e)s qualifié(e)s OU non qualifié(e)s pour faire de la suppléance à tous les niveaux dans les écoles françaises et d'immersion.

Les taux pour les suppléant(e)s sont:

- 1) 65\$ par jour - pour non-qualifié(e)s
- OU 2) 72,50\$ à 85,53\$ selon qualifications

On vous prie de prendre contact avec:

Germaine Gosselin-Marion
Division scolaire de Saint-Boniface n° 4
50, chemin Monterey
Winnipeg (Manitoba)
R2J 1X1



DIVISION SCOLAIRE DE SAINT-BONIFACE

recherche

des enseignant(e)s

- 1) Lacerte et Provencher, au présecondaire, en Orientation, temps partiel (.67). Les candidat(e)s devront avoir terminé un programme de formation en Orientation: B.Ed. ou prémaîtrise en Orientation.
- 2) Collège Louis-Riel, 7e-12e, en Orthopédagogie, mi-temps (.50). Expérience au niveau secondaire serait un atout.

On vous demande de prendre contact avec:

Monsieur Jean Chaput
Directeur des Services aux étudiants
Division scolaire de Saint-Boniface n° 4
50, chemin Monterey
Winnipeg (Manitoba)
R2J 1X1
Tél.: 253-2681

SAINT-PIERRE-JOLYS

Coup de neuf pour l'aréna

Le village de Saint-Pierre-Jolys vient de débloquer 25 000\$ s'ajoutant aux 50 000\$ de la province pour la rénovation de l'aréna qui devrait commencer dans la troisième semaine du mois d'août.

«C'était le temps», indique Maurice Gagné, le représentant du conseil municipal au comité du centre récréatif. L'aréna date de 1953, elle avait besoin de beaucoup de travaux, notamment pour la salle paroissiale attenante.

Le toit, les sanitaires, la cuisine et le vestiaire de la salle paroissiale seront refaits, ainsi que la cantine et la salle d'attente de l'aréna proprement dite.

Avec ses travaux qui seront effectués par l'entreprise Robidoux Lumber de Saint-Pierre-Jolys, l'aréna aura reçu le coup de neuf nécessaire selon Maurice Gagné: «On devrait être bon pour une dizaine d'années si l'entretien est bien fait.»

Ph.D.

SUD-EST

Une meilleure coordination régionale

Cinq municipalités du Sud-Est viennent de former le Comité de développement et de planification du Sud-Est pour assurer une meilleure coordination régionale.

Les municipalités concernées sont: La Broquerie, Saint-Anne, Niverville, Hanover, Steinbach. Chacune d'entre elles délègue deux conseillers pour les réunions mensuelles.

L'une des premières tâches du comité est de faire en sorte que la décentralisation promise par la province entre dans les faits. Il va proposer l'installation des ministères chargés de questions régionales en région. Ainsi La Broquerie pourrait être candidate à l'installation d'un ministère sur son territoire.

Ph.D.

LA BROQUERIE

Une aubaine pour les impôts?

Les conseillers municipaux de La Broquerie ont demandé des précisions à l'administration provinciale concernant le nouveau système de calcul des impôts municipaux.

Ce nouveau système devrait entrer en fonction en 1990. D'après l'information reçue par les conseillers de La Broquerie, ce nouveau système pourrait être très intéressant pour les résidents du village.

Auparavant, l'évaluation des impôts basée sur le coût de construction ne faisait pas de distinction entre les différentes localisations. Dans le nouveau système, l'évaluation pourrait au contraire être faite en fonction de la valeur de revente des biens. Les terrains de La Broquerie n'étant pas évalués à une forte valeur, cela pourrait être tout bénéfice pour les résidents.

Ph.D.

Le Café Jardin

du

Centre culturel franco-manitobain

est à la recherche de

**personnes intéressées
à travailler à temps partiel**

Tâches:

- serveurs/serveuses restaurant, bar, cuisine, etc.

Exigences:

- connaissance des deux langues officielles
- flexibilité et bonne volonté
- aimer travailler avec le public

Date d'entrée en fonctions: début septembre

Toute personne intéressée est priée d'envoyer son curriculum vitae à:



Jacques Lavack
Directeur-adjoint
Centre culturel franco-manitobain
340, boul. Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G7

Manitoba

Aide juridique Manitoba — Directeur adjoint

(Conseiller juridique principal 2 — LE2)

L'Aide juridique Manitoba est à la recherche d'un directeur adjoint. La titulaire devra seconder le directeur général et sera chargée de l'administration et de la surveillance de neuf bureaux de l'Aide juridique comptant en tout soixante-dix salariés dont trente avocats.

Pour faire une demande d'emploi ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec

Monsieur Allan Fineblit
Directeur général
Aide juridique Manitoba
294, avenue Portage, bureau 402
Winnipeg (Manitoba) R3C 0B9
N° de téléphone: (204) 947-6501

L'action positive constitue l'un des facteurs qui influenceront sur la sélection du candidat.

Échelle de salaire: de 63 264 \$ à 70 526 \$ par année

N° de concours: 2754

Date de clôture: 28 août 1989

Veuillez soumettre votre demande au Service du personnel, Commission de la fonction du Manitoba, 155, rue Carlton, bureau 935, Winnipeg (Manitoba) R3C 3H8.

Le gouvernement soutient le Programme d'action affirmative



PLURI-ELLES (MANITOBA) INC.

est à la recherche d'une

coordinatrice

Projet de recherche et développement en
Alphabétisation française au Manitoba

RESPONSABILITÉS:

- dresser un portrait d'alphabétisation simple et fonctionnelle
- analyser les besoins spécifiques dans la communauté franco-manitobaine en matière d'alphabétisation
- faire une recherche des ressources et modèles andragogiques utilisés dans les communautés canadiennes-françaises en milieux minoritaires
- développer un modèle de cours d'alphabétisation

QUALIFICATIONS:

- avoir une bonne connaissance en éducation des adultes
- avoir de l'initiative et des capacités d'organisation et de recherche
- être une personne avenante et dynamique possédant du leadership
- capacité de communiquer efficacement, oralement et par écrit en français et en anglais
- bonne connaissance du milieu franco-manitobain

ENTRÉE EN FONCTIONS: dès que possible

SALAIRE: à négocier

Faites parvenir votre curriculum vitae, avant le 22 août 1989 à la:

Directrice
Pluri-elles (Manitoba) Inc.
203-210, rue Masson



La Fédération des caisses populaires du Manitoba Inc.

est à la recherche d'une personne
pour remplir le poste de

réceptionniste/commis-dactylo

Fonctions:

- réception
- dactylographie, traitement de texte
- classement
- distribution du courrier interne

Qualifications:

- bonne connaissance du français et de l'anglais, oraux et écrits
- accueillant(e)
- belle personnalité
- bonne connaissance d'un système de traitement de texte (expérience au Micom 3004 ou avec Word Perfect, un atout)
- rapidité de frappe requise - 45 à 50 mots à la minute

Salaire:

- Selon l'expérience et l'échelle en vigueur
- Pleine participation aux avantages sociaux

Entrée en fonctions:

Aussitôt que possible

Toute personne intéressée est priée de poser sa candidature le plus tôt possible en faisant parvenir son curriculum vitae, avec la mention «Personnel et confidentiel» à:

Madame Gisèle Dearborn
La Fédération des caisses populaires
du Manitoba Inc.
C.P. 68
605, rue Des Meurons
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

